



Notice annuelle

POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JANVIER 2022

Le 19 avril 2022



TABLE DES MATIÈRES

1	Notes explicatives.....	1
2	Historique	3
3	Structure de l'entreprise	4
4	Développement général de l'entreprise.....	5
5	Activités de la Société	10
6	Description de la structure du capital	23
7	Dividendes.....	25
8	Description des dettes importantes.....	26
9	Notations	29
10	Marché pour la négociation des titres	31
11	Administrateurs et dirigeants	32
12	Renseignements sur le comité d'audit	36
13	Poursuites et application de la loi.....	38
14	Membres de la direction et autres personnes intéressés dans des opérations importantes	38
15	Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres	39
16	Contrats importants.....	39
17	Intérêts des experts	39
18	Renseignements complémentaires	39
	ANNEXE A – Règles du comité d'audit	A-1

1 NOTES EXPLICATIVES

Sauf indication contraire, les renseignements qui figurent dans la présente notice annuelle (la « notice annuelle ») sont arrêtés au 30 janvier 2022, dernier jour du plus récent exercice clos de la Société, et toutes les sommes d'argent sont exprimées en dollars canadiens.

L'exercice de la Société se termine le dimanche dont la date est la plus rapprochée du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines. Toutefois, comme il est d'usage en ce qui concerne le calendrier du secteur de la vente au détail, une semaine est ajoutée à l'exercice tous les cinq ou six ans. Le terme « exercice 2023 » désigne l'exercice de la Société qui sera clos le 29 janvier 2023, le terme « exercice 2022 » désigne l'exercice de la Société clos le 30 janvier 2022, le terme « exercice 2021 » désigne l'exercice de la Société clos le 31 janvier 2021 et le terme « exercice 2020 » désigne l'exercice de la Société clos le 2 février 2020.

Les termes « Dollarama » ou la « Société » désignent Dollarama inc. et toutes ses filiales, collectivement, ou Dollarama inc. ou au moins une de ses filiales, selon le cas. La Société est gérée sur la base d'un seul secteur à présenter.

1.1 Énoncés prospectifs

La notice annuelle comporte des énoncés prospectifs au sujet des intentions, des attentes et des projets actuels et futurs, des résultats, du degré d'activité, du rendement, des objectifs, des réalisations (y compris les objectifs et les initiatives liés aux facteurs ESG) ou de tout autre événement ou fait nouveau à venir. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes de ces termes ou autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont fondés sur la plus récente information dont disposait la direction ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique et géopolitique, et le cadre concurrentiel du secteur de la vente au détail au Canada et en Amérique latine et que la direction a formulées à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la conjoncture et de l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs qui sont considérés pertinents et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réels, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants, lesquels sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice 2022 (le « rapport de gestion de l'exercice 2022 ») : les augmentations futures des charges d'exploitation (y compris les hausses du salaire minimum prescrit par la loi et les coûts supplémentaires liés aux mesures de lutte contre la COVID-19), les augmentations futures du coût des marchandises (notamment en raison de la hausse des coûts des matières premières et de différends sur les tarifs), les augmentations futures des frais d'expédition et de transport (notamment en raison des coûts de fret et de l'augmentation du prix du carburant), l'incapacité de maintenir une gamme de produits et de se réapprovisionner en marchandises, l'augmentation des coûts ou l'interruption du flux de marchandises importées (notamment en raison de la pandémie de COVID-19, des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement mondiale et de l'instabilité géopolitique causée par le conflit entre la Russie et l'Ukraine), l'incapacité de maintenir l'image de marque et la réputation, la perturbation dans le réseau de distribution, la freinte de stocks, l'incapacité de conclure ou de renouveler, selon le cas, les baux des magasins, des entrepôts et du siège social à des conditions favorables et concurrentielles, l'incapacité d'obtenir de la capacité supplémentaire pour les entrepôts et le centre de distribution en temps opportun, le caractère saisonnier, l'acceptation par le marché des marques maison, l'incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, les fluctuations du taux de change, les pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, le niveau d'endettement et l'incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, la modification de la solvabilité et des notations et la hausse potentielle du coût du capital, le risque relatif à la dette à taux d'intérêt variable, la concurrence dans le secteur de la vente au détail, les technologies révolutionnaires, la conjoncture générale de l'économie, le départ de hauts dirigeants, l'incapacité d'attirer et de conserver des employés compétents, les interruptions des systèmes de technologies de l'information, l'incapacité de protéger les

systèmes contre les attaques informatiques, l'impossibilité de réaliser la stratégie de croissance avec succès, la structure de société de portefeuille, les conditions météorologiques défavorables, les pandémies ou les épidémies, les tremblements de terre et autres catastrophes naturelles, les changements climatiques, les perturbations géopolitiques et l'agitation politique dans un pays étranger, les coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, les réclamations en responsabilité du fait des produits et les rappels de produits, les litiges, la conformité sur les plans réglementaire et environnemental et l'activisme des actionnaires.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur la Société; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance opérationnelle et financière de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins. Les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus aux présentes visent à décrire les attentes de la direction en date de la notice annuelle, et la direction n'a pas l'intention et décline toute obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu de la loi.

Tous les énoncés prospectifs contenus dans la notice annuelle doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

1.2 Principes comptables, mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Les états financiers de la Société, disponibles sur SEDAR au www.sedar.com, sont établis conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada décrits dans la Partie 1 du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, qui inclut les Normes internationales d'information financière (IFRS) du Conseil des normes comptables internationales (CNCI).

Dans la notice annuelle, il est fait mention du BAIIA, une mesure financière non conforme aux PCGR représentant le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements. Cette mesure n'est pas reconnue aux termes des PCGR, n'a pas de définition normalisée prescrite par ces derniers et, par conséquent, il est peu probable qu'elle soit comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. La direction croit que la présentation de cette mesure est appropriée. Cependant, elle comporte des limitations importantes en tant qu'outil d'analyse, et elle ne doit pas être examinée isolément par les lecteurs ni remplacer l'analyse des résultats de la Société présentés selon les PCGR. Voir la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du rapport de gestion de l'exercice 2022 de la Société disponible sur SEDAR au www.sedar.com pour de plus amples renseignements sur les mesures non conformes aux PCGR et pour obtenir le rapprochement du BAIIA avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

1.3 Données sur le marché et l'industrie

Les données sur le marché et l'industrie présentées dans la notice annuelle ont été obtenues au moyen d'enquêtes internes au sein de la Société, de renseignements provenant de tiers, notamment de sites Web de tiers, et d'estimations préparées par la direction. Même si ces sources sont jugées fiables, elles n'ont pas été vérifiées de façon indépendante et rien ne garantit à la direction que les renseignements contenus dans les sites Web de tiers sont à jour. La direction n'a connaissance d'aucune déclaration fautive ou trompeuse à l'égard des données sur le marché et l'industrie présentées dans la notice annuelle, mais ces données comportent des risques et des incertitudes et sont susceptibles de changer en fonction de divers facteurs, notamment ceux dont il est question aux rubriques « Énoncés prospectifs » des présentes et « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2022 de la Société.

2 HISTORIQUE

L'entreprise de Dollarama a été fondée en 1992 par Larry Rossy, membre de la troisième génération d'une famille de marchands. Avec les années, l'équipe de direction a lancé plusieurs initiatives clés qui ont défini le modèle d'entreprise de Dollarama. Ces initiatives comprennent : (i) l'adoption du concept du magasin à prix fixes; (ii) la poursuite de la stratégie d'expansion du réseau de magasins partout au Canada pour faire croître la reconnaissance de la marque et augmenter les ventes; (iii) la mise en œuvre d'un programme visant l'approvisionnement direct auprès de fournisseurs étrangers, ce qui permet de réduire le coût des marchandises et de diversifier et d'améliorer la gamme de produits.

Aujourd'hui, Dollarama est un chef de file du secteur de la vente au détail à bas prix au Canada, avec plus de 1 400 magasins, tous exploités par la Société, et plus de 24 000 employés. Notre objectif est clair : fournir aux Canadiens de tous les horizons une valeur et une qualité supérieures pour chaque dollar dépensé ainsi que la proximité et l'accessibilité à des produits essentiels d'usage courant à prix abordables qui répondent à leurs besoins et surpassent leurs attentes. La marchandise est vendue à des prix fixes d'un maximum de 4,00 \$.

Depuis août 2019, Dollarama détient également une participation de 50,1 % dans Dollarcity, un détaillant à bas prix latino-américain en croissance. Tout comme Dollarama au Canada, Dollarcity propose un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers à des prix fixes d'au plus 4,00 \$ US (ou l'équivalent en monnaie locale) au Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou, par l'intermédiaire de 350 magasins faciles d'accès.

Dollarama au fil des années

1992	2004	2009	2011	2012	2013
Création de Dollarama à titre de chaîne de magasins à prix unique par Larry Rossy	Investissement par Bain Capital	Premier appel public à l'épargne (TSX : DOL) 585 magasins dans 10 provinces Introduction de la stratégie de prix multiples	Vente par Bain Capital de sa participation en actions restante Déclaration du premier dividende	Introduction d'articles aux prix de 2,50 \$ et de 3,00 \$ Lancement de la première offre de rachat dans le cours normal des activités Publication de la première déclaration sur le développement durable	Début du partenariat commercial avec le détaillant à bas prix d'Amérique latine Dollarcity
2015	2016	2019	2020	2021	2022
Ouverture du 1 000 ^e magasin Dollarama Introduction du premier Code de conduite des fournisseurs	Introduction d'articles aux prix de 3,50 \$ et de 4,00 \$ Nomination de Neil Rossy au poste de président et chef de la direction	Lancement du magasin en ligne pour les ventes en gros Acquisition de 50,1 % de Dollarcity; objectif de 600 magasins d'ici 2029 (excluant le Pérou) Publication du premier rapport ESG	Dollarama est reconnue comme un commerce essentiel dans le contexte de la pandémie de COVID-19	Nouvel objectif à long terme de 2 000 magasins Dollarama au Canada d'ici 2031 Dollarcity fait son entrée au Pérou Publication du premier rapport ESG suivant les normes SASB	Introduction graduelle d'articles à des prix allant jusqu'à 5,00 \$

3 STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

3.1 Constitution et autres renseignements

La Société a été constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (la « LCSA ») par statuts constitutifs datés du 20 octobre 2004 sous la dénomination 4258401 Canada Inc. La dénomination de la Société a ensuite été changée pour devenir Dollarama Capital Corporation aux termes de clauses modificatrices datées du 16 novembre 2004. Les statuts de la Société ont à nouveau été modifiés le 20 décembre 2006, notamment pour créer les catégories d'actions ordinaires et privilégiées, et le 8 septembre 2009, pour changer sa dénomination pour Dollarama inc. Immédiatement avant la clôture de son premier appel public à l'épargne le 16 octobre 2009, la Société a fusionné avec 4513631 Canada Inc., une de ses sociétés de portefeuille, en vertu de la LCSA aux termes de statuts de fusion datés du 16 octobre 2009. Le 19 juin 2018, les statuts de la Société ont été modifiés afin de diviser le nombre d'actions ordinaires de la Société, à raison de trois pour une. Voir la rubrique « Description de la structure du capital – Fractionnement d'actions ».

Le siège social de la Société est situé au 5805, avenue Royalmount, Montréal (Québec) H4P 0A1. Les actions ordinaires de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « DOL ».

3.2 Liens intersociétés

Le tableau suivant présente les principales filiales de la Société, leur territoire de constitution ou de formation ainsi que le pourcentage d'actions détenues en propriété par la Société dans chacune d'elles au 30 janvier 2022 :

Filiale	Territoire de constitution ou de formation	Pourcentage de propriété
Dollarama S.E.C.	Québec	100 %
Dollarama International Inc.	Canada	100 %
Central American Retail Sourcing, Inc.	Panama	50,1 %

Dollarama S.E.C. exploite la chaîne de magasins Dollarama au Canada et fournit le soutien logistique et administratif requis.

Dollarama International Inc. (« Dollarama International ») détient une participation de 50,1 % dans Central American Retail Sourcing, Inc. (« CARS »), la société mère du groupe Dollarcity (« Dollarcity »), depuis le 14 août 2019. Aux termes de la convention entre actionnaires intervenue entre Dollarama International et les actionnaires fondateurs de Dollarcity, qui ont conservé une participation de 49,9 %, certaines décisions stratégiques et opérationnelles désignées sont assujetties à l'approbation unanime des actionnaires. Ces décisions comprennent, sans s'y limiter, celles touchant la structure du capital, la nature des activités, les fusions et les acquisitions, la nomination de hauts dirigeants et leur rémunération, l'approbation du budget et du plan d'affaires annuels, et la percée de marchés dans de nouveaux pays. Par conséquent, Dollarcity est considérée comme une entreprise mise en équivalence, et la Société comptabilise cette participation comme une entreprise commune selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de 50,1 % revenant à la Société du résultat net de Dollarcity pour la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 s'est établie à 33,2 millions de dollars.

Aux termes de la convention entre actionnaires, les actionnaires fondateurs de Dollarcity possèdent des options de vente en vertu desquelles ils peuvent exiger, dans certaines circonstances, que Dollarama International leur achète des actions de CARS à la juste valeur marchande. Ces options peuvent être exercées dans le cours normal à compter du 1^{er} octobre 2022 sous réserve de seuils relatifs à la taille de l'opération, de seuils d'actionnariat obligatoires et de périodes de blocage, entre autres conditions et restrictions. Elles peuvent également être exercées à la survenance de certains événements extraordinaires, y compris un changement de contrôle de la Société et la vente de Dollarcity.

4 DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ENTREPRISE

Au 30 janvier 2022, Dollarama exploitait 1 421 magasins dans l'ensemble du Canada et a enregistré des ventes de 4,331 milliards de dollars et un BAIIA de 1,283 milliard de dollars pour l'exercice clos le 30 janvier 2022.

Au cours des trois derniers exercices clos, Dollarama a ouvert un nombre net total de 196 nouveaux magasins, a agrandi un total de 24 magasins et a relocalisé un total de 21 magasins, ce qui représente dans l'ensemble un ajout de 2 235 338 pieds carrés à son réseau de vente au détail au Canada, soit une augmentation de 17,9 % depuis le 4 février 2019.

Depuis le 14 août 2019, Dollarama détient également une participation de 50,1 % dans Dollarcity, un détaillant à bas prix latino-américain. Au 31 décembre 2021, Dollarcity exploitait un total de 350 magasins au Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou, et a enregistré des ventes de 507,8 millions de dollars américains (636,6 millions de dollars) au cours de son exercice clos le 31 décembre 2021.

Les principaux faits nouveaux relatifs aux activités de Dollarama au cours des trois derniers exercices clos et depuis le début de l'exercice en cours sont décrits ci-après.

4.1 Mesures prises en réponse à la pandémie de COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que la COVID-19, la maladie causée par le SRAS-CoV-2, était devenue une pandémie. Peu après, les territoires dans lesquels Dollarama exerce ses activités ont imposé des mesures strictes pour ralentir la transmission du virus, mesures qui ont été levées puis renforcées à nouveau par vagues successives au fur et à mesure de l'apparition de nouveaux variants. Ces mesures comprenaient des restrictions de voyage, des mesures d'auto-isollement, des mesures de confinement, la fermeture temporaire des commerces et des services non essentiels, des interdictions temporaires de vente de biens non essentiels, des couvre-feux, des limites sur le nombre de clients en magasin et d'autres exigences de distanciation physique.

Dès le début de la pandémie, Dollarama a été reconnue comme un commerce essentiel. La direction a mis en œuvre des stratégies d'atténuation, des plans d'urgence et plusieurs mesures préventives pour protéger la santé et la sécurité des employés et des clients. Une fois ces mesures en place, l'objectif principal a été de maintenir les magasins ouverts et bien approvisionnés en produits d'usage courant à prix abordables ainsi qu'à offrir la même proposition de valeur attrayante aux clients.

Les restrictions mises en œuvre par les différents ordres de gouvernement et les mesures adoptées par la Société en réponse à la pandémie ont eu un impact sur les activités, les charges d'exploitation, l'achalandage des magasins et les ventes, ainsi que sur la productivité et la disponibilité de la main-d'œuvre au cours des exercices 2021 et 2022. Il est encore difficile d'estimer de manière fiable les effets collatéraux potentiels de la pandémie sur les activités et les affaires de la Société pour l'exercice 2023 et au-delà. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2022 de la Société (Risques liés aux activités d'exploitation – Pandémie de COVID-19).

4.2 Faits nouveaux de l'exercice 2023

Introduction de nouveaux prix fixes

Le 30 mars 2022, la Société a annoncé qu'au cours de l'exercice 2023, elle introduira progressivement de nouveaux prix fixes allant jusqu'à 5,00 \$, conformément à sa stratégie de prix multiples en place depuis 2009, ce qui lui permettra, avec le temps, de maintenir et d'améliorer son large éventail de produits et sa valeur attrayante pour les clients.

Augmentation du dividende

Le 30 mars 2022, la Société a annoncé que son conseil d'administration (le « conseil d'administration ») a approuvé une augmentation de 10 % du dividende trimestriel versé aux porteurs de ses actions ordinaires, le portant à 0,0553 \$ par action ordinaire.

4.3 Faits nouveaux de l'exercice 2022

Expansion de la capacité d'entreposage

Au cours de l'exercice 2022, Dollarama a conclu un bail à long terme visant un septième entrepôt, situé à Laval, au Québec, afin d'accroître sa capacité d'entreposage à court terme. La nouvelle installation construite sur mesure d'une superficie de 500 000 pieds carrés est actuellement en construction et devrait être fonctionnelle d'ici la fin de l'exercice 2023. Voir « Activités de la Société – Entreposage et distribution ».

Placement privé de 700 millions de dollars de billets non garantis de premier rang

Le 8 juillet 2021, la Société a émis deux tranches de billets non garantis de premier rang à taux fixe échéant respectivement le 8 juillet 2026 (les « billets à taux fixe à 1,871 % ») et le 9 juillet 2029 (les « billets à taux fixe à 2,443 % ») dans le cadre d'un placement privé, réalisé au Canada en vertu de la dispense de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux fixe à 1,871 % ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 375,0 millions de dollars et portent intérêt au taux fixe annuel de 1,871 %, payable en versements semestriels, à terme échu, le 8 janvier et le 8 juillet de chaque année jusqu'à l'échéance le 8 juillet 2026. Les billets à taux fixe à 2,443 % ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 375,0 millions de dollars et portent intérêt au taux fixe annuel de 2,443 %, payable en versements semestriels, à terme échu, le 9 janvier et le 9 juillet de chaque année jusqu'à l'échéance le 9 juillet 2029. La Société a affecté le produit net de ces placements au remboursement des billets à taux fixe à 2,337 % d'un capital total de 525,0 millions de dollars arrivés à échéance le 22 juillet 2021, au remboursement des billets du PPCA (définis ci-après) en cours et aux besoins généraux de l'entreprise. DBRS Morningstar (« DBRS ») a attribué la notation BBB, avec tendance stable, aux billets à taux fixe à 1,871 % et aux billets à taux fixe à 2,443 %. Voir « Description des dettes importantes – Billets non garantis de premier rang » et « Notations ».

Modifications de la convention de crédit

La troisième convention de crédit modifiée et mise à jour a été modifiée à deux reprises au cours de l'exercice 2022, d'abord le 9 mars 2021, puis le 6 juillet 2021. La modification du 9 mars 2021 avait pour objectif principal de prolonger la durée de la facilité B et de la facilité C du 29 septembre 2022 au 29 septembre 2023, tandis que la modification du 6 juillet 2021 avait pour objectif principal de prolonger la durée de chaque facilité comme suit : (i) la facilité A du 27 septembre 2024 au 6 juillet 2026, (ii) la facilité B du 29 septembre 2023 au 5 juillet 2024, (iii) la facilité C du 29 septembre 2023 au 5 juillet 2024, et (iv) la facilité D du 20 septembre 2021 au 6 juillet 2022. Voir « Description des dettes importantes – Facilité de crédit ».

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités 2021-2022

Le 5 juillet 2021, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités afin de racheter, aux fins d'annulation, au plus 19 376 824 actions ordinaires (soit 7,5 % du flottant des actions ordinaires à la fermeture des marchés le 30 juin 2021) au cours de la période de 12 mois qui a débuté le 7 juillet 2021 et qui se terminera le 6 juillet 2022 (« l'offre de rachat 2021-2022 »).

Au 30 janvier 2022, la Société avait racheté aux fins d'annulation un total de 11 991 389 actions ordinaires dans le cadre de l'offre de rachat 2021-2022, au cours moyen pondéré de 58,89 \$ l'action ordinaire, moyennant une contrepartie totale en espèces de 706,2 millions de dollars. Voir « Description de la structure du capital – Offre publique de rachat dans le cours normal des activités ».

Composition du conseil d'administration

Le 9 juin 2021, M^{me} Samira Sakhia a été élue administratrice et nommée membre du comité d'audit. Voir la rubrique « Administrateurs et dirigeants ».

Nouveau nombre cible de magasins à long terme

Le 31 mars 2021, après avoir évalué soigneusement le potentiel de marché des magasins Dollarama partout au pays et la pertinence continue du modèle d'affaires de la Société, la direction a annoncé une nouvelle cible à long terme de 2 000 magasins d'ici 2031. Il s'agit d'une augmentation par rapport à la cible à long terme de 1 700 magasins communiquée précédemment par la Société. La Société a en outre réaffirmé être confiante d'atteindre cet objectif tout en maintenant une période moyenne de remboursement du capital investi dans un nouveau magasin d'environ deux ans.

Entre autres facteurs, l'évaluation a tenu compte des données sur le recensement et le revenu des ménages, du contexte concurrentiel dans le secteur du commerce de détail, du contexte immobilier, des taux de pénétration des magasins par habitant, de la performance passée des magasins comparables et des nouveaux magasins, et de l'actuel portefeuille de projets immobiliers.

Augmentation du dividende

Le 31 mars 2021, la Société a annoncé que son conseil d'administration a approuvé une augmentation de 7,0 % du dividende trimestriel versé aux porteurs de ses actions ordinaires, le portant à 0,0503 \$ par action ordinaire.

Nomination d'un nouveau chef de la direction financière

Le 1^{er} mars 2021, Jean-Philippe (J.P.) Towner a succédé à Michael Ross à titre de chef de la direction financière de la Société. Voir « Administrateurs et dirigeants ».

4.4 Faits nouveaux de l'exercice 2021

Augmentation du dividende

Le 9 décembre 2020, la Société a annoncé que son conseil d'administration a approuvé une augmentation de 6,8 % du dividende trimestriel versé aux porteurs de ses actions ordinaires, le portant à 0,047 \$ par action ordinaire.

Placement privé de 300 millions de dollars de billets non garantis de premier rang

Le 18 septembre 2020, la Société a émis des billets non garantis de premier rang à taux fixe échéant le 20 septembre 2027 (les « billets à taux fixe à 1,505 % ») dans le cadre d'un placement privé, réalisé au Canada en vertu de la dispense de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. Les billets à taux fixe à 1,505 % ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 300,0 millions de dollars. La Société a affecté le produit net de ce placement au remboursement des billets à taux variable de série 3 en circulation d'un capital total de 300,0 millions de dollars arrivés à échéance le 1^{er} février 2021 ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. DBRS a attribué la notation BBB, avec tendance stable, aux billets à taux fixe à 1,505 %. Voir « Description des dettes importantes – Billets non garantis de premier rang » et « Notations ».

Règlement du solde du prix d'acquisition de la participation de 50,1 % dans Dollarcity

Le 10 septembre 2020, le solde du prix d'acquisition de 52,7 millions de dollars américains (69,3 millions de dollars) de la participation de 50,1 % de la Société dans Dollarcity a été réglé. Ce règlement fait suite au paiement initial en trésorerie de 40,0 millions de dollars américains (52,8 millions de dollars) effectué le 14 août 2019 à la clôture de l'acquisition.

Le prix d'acquisition définitif, soit 92,7 millions de dollars américains (122,1 millions de dollars), correspond à 50,1 % du BAIIA multiplié par cinq de Dollarcity pour la période de 12 mois close le 30 juin 2020, moins la dette nette et sous réserve des autres ajustements, calculé après la réalisation de l'audit des états financiers de Dollarcity pour la période de référence, conformément aux modalités de la convention d'achat d'actions conclue le 14 août 2019.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités 2020-2021

Le 3 juillet 2020, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités afin de racheter, aux fins d'annulation, au plus 15 548 326 actions ordinaires (soit 5,0 % des actions ordinaires émises et en circulation au 30 juin 2020) au cours de la période de 12 mois qui a débuté le 7 juillet 2020 et qui se terminera le 6 juillet 2021 (« l'offre de rachat 2020-2021 »).

La Société a racheté aux fins d'annulation un total de 7 807 079 actions ordinaires dans le cadre de l'offre de rachat 2020-2021, au cours moyen pondéré de 56,46 \$ l'action ordinaire, moyennant une contrepartie totale en espèces de 440,8 millions de dollars. Voir « Description de la structure du capital – Offre publique de rachat dans le cours normal des activités ».

Investissement dans les actifs immobiliers de Dollarcity

Le 8 mai 2020, la Société, par l'intermédiaire de Dollarama International, et les actionnaires fondateurs de Dollarcity ont effectué des apports de capital à Dollarcity pour régler leur quote-part des coûts associés à une série de transactions visant à intégrer des actifs immobiliers au sein du groupe Dollarcity, à éliminer des opérations entre parties liées et à internaliser certaines activités de logistique. L'apport de capital de la Société s'est chiffré à 20,0 millions de dollars américains (28,0 millions de dollars) et a été porté en augmentation de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société dans Dollarcity. Voir « Activités de la Société – Dollarcity ».

Reconnaissance comme commerce essentiel dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Dès le début de la pandémie de COVID-19 en mars 2020, Dollarama a été reconnue comme un commerce essentiel au Canada, permettant à ses magasins de rester ouverts pendant les fermetures de services et de commerces non essentiels ordonnées par le gouvernement. Dollarcity a reçu la même reconnaissance dans ses pays d'exploitation. Voir « Développement général de l'entreprise – Mesures prises en réponse à la pandémie de COVID-19 ».

Programme de papier commercial américain

Le 18 février 2020, la Société a annoncé l'établissement d'un programme de papier commercial aux États-Unis par voie de placement privé aux termes d'une dispense d'inscription et d'une dispense de prospectus prévues par les lois sur les valeurs mobilières applicables (le « programme de papier commercial américain »). Aux termes du programme de papier commercial américain, la Société peut émettre à l'occasion des billets de papier commercial non garantis venant à échéance au plus tard 397 jours après leur date d'émission (les « billets du PPCA »). Le capital total des billets du PPCA en circulation à un moment donné aux termes du programme de papier commercial américain ne peut pas dépasser 500,0 millions de dollars américains. Le produit de l'émission de billets du PPCA est affecté aux fins générales de l'entreprise. Voir « Description des dettes importantes – Programme de papier commercial américain » et « Notations ».

Modifications de la convention de crédit

Le 14 février 2020, la Société et les prêteurs ont conclu la troisième convention de crédit modifiée et mise à jour reflétant une série de modifications qu'il avait été convenu d'apporter à la deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour, notamment l'ajout d'une nouvelle facilité de crédit renouvelable, la facilité D, de 300,0 millions de dollars, faisant ainsi passer les sommes totales disponibles aux termes des facilités de crédit renouvelables (collectivement, la « facilité de crédit ») de 500,0 millions de dollars à 800,0 millions de dollars. La facilité de crédit fournit une garantie de liquidités pour le remboursement des billets du PPCA émis à l'occasion aux termes du programme de papier commercial américain. Voir « Description des dettes importantes – Facilité de crédit ».

4.5 Faits nouveaux de l'exercice 2020

Agrandissement du centre de distribution

L'agrandissement du centre de distribution de la Société situé dans la région de Montréal, annoncé en mars 2018, a été achevé selon l'échéancier et le budget prévus à la fin de l'année civile 2019. Depuis cet agrandissement, le centre de distribution possède une superficie d'environ 500 000 pieds carrés. Voir « Activités de la Société – Entreposage et distribution ».

Acquisition d'une participation de 50,1 % dans Dollarcity

Le 14 août 2019, la Société a acquis, par l'intermédiaire de Dollarama International, une participation de 50,1 % dans le détaillant à bas prix latino-américain Dollarcity. Cette acquisition a donné lieu à la création d'une deuxième plateforme de croissance pour la Société, qui est complémentaire à sa stratégie de croissance au Canada. Voir « Activités de la Société – Dollarcity ».

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités 2019-2020

Le 3 juillet 2019, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités afin de racheter, aux fins d'annulation, au plus 15 737 468 actions ordinaires (soit 5,0 % des actions ordinaires

émises et en circulation au 2 juillet 2019) au cours de la période de 12 mois allant du 5 juillet 2019 au 4 juillet 2020 (« l'offre de rachat 2019-2020 »).

La Société a racheté aux fins d'annulation un total de 7 089 040 actions ordinaires dans le cadre de l'offre de rachat 2019-2020, au cours moyen pondéré de 46,15 \$ l'action ordinaire, moyennant une contrepartie totale en espèces de 327,2 millions de dollars. Voir « Description de la structure du capital – Offre publique de rachat dans le cours normal des activités ».

Modifications de la convention de crédit

Le 14 juin 2019, la Société et les prêteurs ont conclu une convention de modification de la deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour aux termes de laquelle, notamment, la durée de chaque facilité a été prolongée d'un an pour que la facilité A expire le 27 septembre 2024 et la facilité B et la facilité C expirent le 29 septembre 2021. Les autres modifications avaient trait à la prise d'effet d'IFRS 16 et à l'ajustement de certains seuils et ratios pour tenir compte des conditions du marché. Voir « Description des dettes importantes – Facilité de crédit ».

Augmentation du dividende

Le 28 mars 2019, la Société a annoncé que le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 10,0 % du dividende trimestriel versé aux porteurs des actions ordinaires de la Société, le portant à 0,044 \$ par action ordinaire.

Adoption de la norme IFRS 16

Le 4 février 2019, la Société a adopté la norme comptable sur la location IFRS 16, « Contrats de location », en remplacement d'IAS 17, « Contrats de location ». La nouvelle norme exige que le preneur comptabilise des obligations locatives correspondant aux paiements de loyers futurs et des actifs au titre des droits d'utilisation relativement à la plupart des contrats de location, et les inscrive à l'état de la situation financière, sauf en ce qui concerne les contrats de location qui répondent à des critères d'exception limités. Comme la Société était assujettie à d'importantes obligations contractuelles sous forme de contrats de location simple conformément à IAS 17, l'adoption de la norme IFRS 16 a donné lieu à une hausse significative des actifs et des passifs et à des changements touchant le moment de la comptabilisation des charges associées aux contrats de location. La norme IFRS 16 a été appliquée aux états financiers consolidés pour l'exercice 2020 selon la méthode rétrospective intégrale, de sorte que la Société a retraité l'information comparative pour l'exercice 2019 et l'état de la situation financière d'ouverture daté du 29 janvier 2018 comme si la norme IFRS 16 avait toujours été en vigueur.

5 ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

5.1 Aperçu de l'industrie

Le secteur du commerce de détail à bas prix représente un segment bien établi et en croissance de l'industrie canadienne du commerce de détail. La demande des consommateurs canadiens à l'égard des produits à bas prix a augmenté considérablement au cours des dernières décennies, comme en témoigne l'augmentation du nombre de marchands de masse, de chaînes à bas prix de plus petite taille, de clubs-entrepôts, de supermarchés à bas prix, de détaillants liquidateurs et de magasins à un dollar. La direction estime que le segment du commerce de détail à bas prix restera solide puisque les consommateurs recherchent la commodité, la proximité et des produits d'usage courant à prix abordables.

Le segment du commerce de détail à bas prix dans lequel Dollarama exerce ses activités se distingue généralement de celui des autres détaillants grâce à au moins une des caractéristiques suivantes : (i) des bas prix fixes; (ii) la taille des magasins et les emplacements pratiques; (iii) la vaste gamme de produits de marque et sans marque, incluant un large éventail de produits essentiels d'usage courant et d'articles saisonniers; (iv) les produits offerts en petites quantités ou individuellement; (v) un environnement libre-service sans superflu.

Les produits offerts comprennent généralement les produits essentiels des catégories suivantes : les produits d'entretien ménager, les produits de soins personnels, les cosmétiques, les produits pharmaceutiques en vente libre, la nourriture, les boissons, les collations, les friandises, la nourriture et les accessoires pour animaux ainsi que les articles ménagers, les articles de cuisine, les articles de verre, la vaisselle, le linge de maison et les serviettes, les contenants et les accessoires de rangement, les produits de décoration et les ornements saisonniers, les livres, les articles de papeterie, les cartes de souhaits, les articles de cadeaux, les articles de fête, les jouets et les jeux, les fournitures artistiques et artisanales, les produits électroniques, les souvenirs, les articles de fantaisie, les bijoux, les vêtements, les chaussures, les chapeaux, les costumes, les articles de quincaillerie, les outils de jardinage, les fleurs artificielles et les autres produits généraux.

Le segment du commerce de détail à bas prix dans lequel Dollarama exerce ses activités se distingue du segment du commerce de détail à bas prix aux États-Unis, qui compte en général plus fortement sur la vente de biens de consommation courante, notamment les produits réfrigérés.

5.2 Aperçu de l'entreprise

Au 30 janvier 2022, la Société exploitait 1 421 magasins au Canada, incluant un nombre net de 65 nouveaux magasins ouverts au cours du dernier exercice complété. La priorité de la Société est l'expansion de ses activités de vente au détail dans le marché canadien avec une cible à long terme d'environ 2 000 magasins Dollarama d'ici 2031.

Au Canada, la stratégie de la Société consiste à faire progresser les ventes globales et les ventes des magasins comparables, le BAIIA et les flux de trésorerie en offrant un grand éventail d'articles à prix attrayants à une large clientèle.

La direction croit que la solide position de Dollarama dans le secteur du commerce de détail à bas prix s'explique par bon nombre d'avantages relatifs à l'exploitation qui continueront à contribuer à sa croissance future, notamment ceux-ci :

- le nombre, l'emplacement et la pénétration des magasins dans les nouveaux marchés et les marchés existants, qui augmentent la reconnaissance de la marque, génèrent de la publicité par le bouche-à-oreille et augmentent l'achalandage;
- les principaux produits disponibles d'une manière constante à prix attrayants, y compris un grand éventail de produits essentiels d'usage courant, ce qui a permis à Dollarama de conserver son statut de commerce essentiel pendant toute la durée de la pandémie de COVID 19;

- la stratégie de prix multiples, qui permet à la Société d'offrir aux clients un vaste éventail de produits d'une valeur attrayante et de rajuster de façon sélective le prix de vente de certains articles afin de réagir aux augmentations de coûts;
- la superficie et l'homogénéité des magasins, qui permettent de présenter efficacement la vaste gamme de produits et qui offrent aux clients une expérience d'achat efficace;
- le solide réseau de fournisseurs de longue date, qui permet à la Société de mettre à jour et de diversifier sa sélection de produits, de répondre rapidement aux besoins en constante évolution de ses clients et de faire face à des perturbations majeures;
- le volume de produits obtenus directement de fournisseurs étrangers à bas prix, qui permet à la Société d'offrir une solide valeur à sa clientèle et de générer des marges intéressantes;
- l'expertise interne en matière de conception de produits;
- la taille, l'échelle et l'efficacité des activités d'entreposage et de distribution;
- les initiatives à caractère technologique, qui améliorent la gestion des stocks de la Société et lui permettent d'optimiser la productivité de la main-d'œuvre des magasins, la capacité d'entreposage, l'efficacité de la logistique et de maintenir une structure de coûts simple à mesure que l'entreprise croît;
- l'offre en ligne de produits sélectionnés, ce qui donne aux clients l'occasion d'acheter certains articles en grande quantité et de les faire livrer partout au Canada, une option qui a permis d'attirer une clientèle plus large dans le contexte de la pandémie.

5.3 Magasins

Emplacements des magasins et choix des sites

Au 30 janvier 2022, la Société exploitait 1 421 magasins à l'échelle du Canada, répartis comme suit :

Province / Territoire	Nombre de magasins	Province / Territoire	Nombre de magasins
Alberta	147	Ontario	565
Colombie-Britannique	119	Île-du-Prince-Édouard	5
Manitoba	42	Québec	391
Nouveau-Brunswick	44	Saskatchewan	41
Terre-Neuve-et-Labrador	25	Yukon	1
Nouvelle-Écosse	41		

La Société choisit ses emplacements avec précaution afin de maximiser la rentabilité des magasins à l'échelle du réseau et de maintenir une approche disciplinée sensible à l'évolution des coûts à l'égard de la sélection de sites.

Les emplacements potentiels des magasins sont évalués par la direction en fonction d'une gamme de critères, notamment : (i) le degré des activités de détail et les habitudes de circulation; (ii) la présence de concurrents; (iii) la population et les facteurs démographiques du secteur; (iv) le loyer et les frais d'occupation totaux par pied carré; (v) l'emplacement des magasins Dollarama existants.

La Société ouvre des magasins dans des régions métropolitaines, des villes de moyenne taille et des petites villes. La direction croit que les magasins attirent des clients qui demeurent dans un rayon limité autour des magasins, ce qui permet à la Société d'exploiter rentablement plusieurs magasins dans tous les marchés canadiens et de continuer d'ouvrir rentablement des magasins en Ontario, où le nombre de magasins est le plus élevé, et dans les zones où la densité des magasins est la plus élevée, comme au Québec et dans les Maritimes. La direction croit aussi que la proximité des magasins avec les clients favorise leur loyauté et la fréquence de leurs visites. L'ouverture de nouveaux magasins dépend, notamment, de la capacité de la direction à localiser des emplacements adéquats et à négocier des modalités de location avantageuses.

Baux des magasins

Tous les magasins de la Société se trouvaient dans des locaux loués auprès de tiers non membres de son groupe, sauf un qui est détenu par la Société et 19 qui sont loués auprès d'entités contrôlées par la famille Rossy (voir « Membres de la direction et autres personnes intéressés dans des opérations importantes »). La direction s'attend à continuer de louer des emplacements à mesure que le réseau de magasins croît.

La Société conclut généralement des baux d'une durée de dix ans comportant une ou plusieurs options de renouvellement de cinq ans chacune. Selon les estimations de la direction au 30 janvier 2022, la durée moyenne des baux de la Société jusqu'à leur échéance est d'environ 4,7 ans. À mesure que les baux viennent à échéance, la direction croit qu'elle sera en mesure de les renouveler comme elle le souhaite ou d'obtenir de nouveaux baux à des emplacements équivalents ou meilleurs dans le même secteur. À ce jour, la Société n'a eu aucune difficulté à renouveler les baux des emplacements actuels ou à louer des emplacements adéquats pour de nouveaux magasins. La direction croit que cette stratégie de location offre une plus grande marge de manœuvre pour donner suite à diverses occasions d'expansion et de relocalisation découlant des variations de la conjoncture du marché.

Déménagement, agrandissement et fermeture de magasins

Les magasins sont déménagés à l'occasion, souvent à l'intérieur du même mail ou du même complexe, ou sont agrandis, selon la disponibilité immobilière, pour améliorer le rendement du magasin ou pour saisir une occasion particulière. En moyenne, la somme d'environ 10,6 millions de dollars a été dépensée annuellement pour le déménagement ou l'agrandissement de magasins au cours des cinq derniers exercices. Lorsque la direction décide de déménager un magasin, cela n'est pas considéré comme une fermeture. Les fermetures de magasins sont généralement dues à la rénovation d'un mail, à un réaménagement d'immeubles, à une catastrophe naturelle ou à l'expiration du bail.

Au cours de l'exercice 2022, un magasin a fermé par suite de l'expiration de son bail et un total de 14 512 pieds carrés de superficie a été ajouté au réseau de magasins à la suite de projets d'agrandissement réalisés dans huit magasins.

Taille et état des magasins

Dollarama offre un aménagement de magasin bien conçu, pratique et homogène, qui constitue une solution de rechange intéressante aux grands magasins de vente au rabais ou à d'autres magasins à grande surface. La taille moyenne des magasins a augmenté au fil des ans pour passer de 5 272 pieds carrés en 1998 à 10 381 pieds carrés au 30 janvier 2022 (dont 80 % à 85 % sont consacrés à la vente). Les magasins sont propres et bien approvisionnés au moyen d'une vaste gamme de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers.

Dépenses d'investissement des magasins

Le modèle de croissance de la Société au Canada est caractérisé par un faible investissement en capital pour ouvrir des magasins, une augmentation rapide des ventes après l'ouverture, la stabilité du volume des ventes et des frais d'exploitation continus peu élevés (y compris de faibles dépenses d'investissement pour l'entretien), qui, ensemble, offrent un rendement intéressant sur l'investissement.

Un nouveau magasin Dollarama nécessite un investissement initial d'environ 0,65 million de dollars pour les dépenses d'investissement et pour les stocks, déduction faite des allocations du propriétaire. En général, les magasins atteignent un chiffre d'affaires annuel de plus de 2,6 millions de dollars au cours des deux premières années d'activités, et la période moyenne de remboursement du capital investi est d'environ deux ans. Le modèle s'est avéré efficace dans les villes en milieu rural et dans les petites villes, ainsi que dans les zones plus densément peuplées et les zones métropolitaines qui incluent habituellement un plus grand nombre de concurrents.

La direction croit que le réseau actuel de magasins est en bon état et ne nécessite pas de dépenses d'investissement importantes pour son entretien. La Société a dépensé en moyenne environ 13,2 millions de dollars annuellement pour l'entretien de ses magasins au cours des cinq derniers exercices.

Les projets d'investissement de transformation de la Société réalisés au cours des cinq derniers exercices comprennent : (i) l'installation de caméras dans plus de 1 000 magasins pour réduire le vol à l'étalage;

(ii) les modifications à l'aménagement de certains magasins afin de faciliter la circulation aux caisses et d'optimiser la superficie de vente; (iii) l'installation d'éclairage DEL dans les magasins afin d'améliorer l'efficacité énergétique, (iv) l'installation de systèmes pour la gestion centralisée de l'énergie pour optimiser le système de chauffage, de ventilation et de climatisation (CVC), et (v) l'installation de caisses libre-service dans les magasins à fort achalandage pour accélérer le processus de paiement.

Activités des magasins

Après avoir investi considérablement depuis quelques années dans l'infrastructure de technologies de l'information de ses magasins, la Société tire parti de cette plateforme, notamment par le biais du développement d'applications mobiles, pour améliorer le contrôle opérationnel et l'uniformisation des processus à l'échelle de la chaîne, la productivité de la main-d'œuvre, la formation des employés, la prévention des pertes et la communication d'information.

Dès le début de la pandémie de COVID-19, Dollarama a été incluse dans les listes provinciales des commerces essentiels partout au Canada, ce qui lui a permis de poursuivre la plupart de ses activités, bien que dans des conditions difficiles. En réaction à la pandémie, la Société a mis en œuvre un vaste éventail de mesures pour assurer le maintien de ses activités, mesures principalement destinées à soutenir les employés et à favoriser la santé et la sécurité des employés et des clients.

5.4 Initiatives numériques

Même si le modèle de Dollarama reste fermement ancré dans les activités traditionnelles, la Société expérimente le commerce électronique sur quelques fronts.

Magasin en ligne

Le 21 janvier 2019, la Société a lancé son magasin en ligne pour offrir davantage de commodité aux clients de Dollarama – particuliers et entreprises – qui souhaitent acheter des produits en grandes quantités qui ne sont pas nécessairement disponibles en magasin. Des produits sélectionnés choisis parmi le vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers sont vendus à la caisse pleine sur la plateforme en ligne et livrés partout au Canada.

Bien que la Société ait commencé à développer un créneau commercial dans le marché des achats en ligne, il n'est pas prévu que cette activité devienne un nouveau secteur d'activité à court ou à moyen terme. L'objectif du magasin en ligne est de répondre aux besoins d'une catégorie particulière de clients qui désirent acheter des produits en grande quantité, besoin auparavant non comblé. Malgré l'accélération des ventes en ligne que la Société a connue pendant la pandémie de COVID-19, ce qui lui a permis de développer davantage ses capacités en matière de commerce électronique, ces ventes (qui ne se font qu'à la caisse) restent non significatives par rapport aux ventes globales de la Société.

Application mobile

Le 16 novembre 2020, la Société a lancé une application mobile permettant aux clients de payer en magasin, d'acheter ou d'échanger des cartes-cadeaux électroniques, de numériser des produits pour en vérifier le prix et la disponibilité en ligne, et de rechercher les emplacements de magasins et les heures d'ouverture.

Partenariats stratégiques

La Société envisage des partenariats, des initiatives ciblées, des tests de divers concepts et des projets pilotes pour améliorer le modèle de service et l'expérience client, pour stimuler les ventes et pour se tenir au courant des tendances des consommateurs et du secteur.

Par exemple, en juillet 2021, la Société a lancé un projet pilote avec Instacart dans plus de 200 magasins situés dans la région du Grand Toronto afin de tester le marché potentiel de la livraison le jour même des magasins au domicile des clients, devenant ainsi le premier partenaire de vente au détail à bas prix d'Instacart au Canada.

5.5 Produits

Gamme de produits

Dollarama offre un mélange ciblé bien équilibré de produits à des prix attractifs, notamment des produits de marques maison et de marques nationales. La gamme de produits comprend :

- les marchandises générales, qui représentaient environ 42 % des produits offerts pour l'exercice 2022 (en fonction de la valeur au détail, soit le même pourcentage que pour l'exercice précédent), notamment les articles de fête, les fournitures de bureau, les fournitures artistiques et artisanales, les cartes de souhaits et les articles de papeterie, les articles-cadeaux, les articles ménagers, les articles de cuisine, les articles de verre, la quincaillerie, l'électronique, les jouets et les vêtements;
- les produits de consommation courante, qui représentaient environ 43 % des produits offerts pour l'exercice 2022 (en fonction de la valeur au détail, comparativement à 44 % pour l'exercice précédent), notamment les biens ménagers consommables, comme le papier, les plastiques, le papier d'aluminium, les produits de nettoyage, les produits de soins de santé et de beauté de base, la nourriture pour animaux, les friandises, les boissons, les collations et d'autres produits alimentaires;
- les articles saisonniers, qui représentaient environ 15 % des produits offerts pour l'exercice 2022 (en fonction de la valeur au détail, comparativement à 14 % pour l'exercice précédent), notamment les produits de la Saint-Valentin, de la Saint-Patrick, de Pâques, d'Halloween et de la période des fêtes, ainsi que les produits saisonniers estivaux et hivernaux.

Les magasins offrent une vaste gamme d'unités de gestion de stock (les « UGS », chacune étant un numéro unique identifiant un produit donné) gérées activement. À l'exercice 2022, la gamme comprenait plus de 4 600 UGS actives à l'année et un certain nombre de UGS saisonnières à tout moment. La sélection des produits offerts dans les magasins à un moment donné est variable, et Dollarama renouvelle constamment sa gamme de produits. L'objectif de renouvellement des produits reste dans la fourchette de 25 % à 30 % des UGS tous les ans, mais le pourcentage réel a été inférieur au cours de l'exercice 2022 en raison des effets de la pandémie de COVID-19, y compris les restrictions de voyage, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et une réduction générale de la création de nouveaux produits et de la diversification de la fabrication mondiale. Dollarama rajuste constamment la gamme de produits en vue d'offrir une valeur attractive et une vaste sélection de produits aux clients, d'optimiser les ventes et de maintenir les marges brutes. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2022 de la Société (Risques liés aux activités d'exploitation – Sélection des marchandises et réapprovisionnement).

Approvisionnement

La stratégie de la Société consiste à s'approvisionner directement en produits importés d'outremer, principalement de Chine, mais de plus de 25 pays, et en produits achetés de fournisseurs nord-américains. Ces deux catégories représentaient respectivement 57 % et 43 % du volume total (en fonction de la valeur au détail) pour l'exercice 2022.

Dollarama a commencé à tisser des liens directs avec des fournisseurs étrangers en 1993. Dès le départ, l'approvisionnement direct auprès de fournisseurs étrangers a été considéré comme un avantage concurrentiel à deux principaux égards : (i) offrir des produits différenciés et plus intéressants, et (ii) construire une plateforme à bas prix qui procure un avantage économique à long terme. En traitant directement avec les fournisseurs, la Société conçoit le produit ainsi que l'emballage et l'étiquetage pour les marques maison, réduit les majorations et les coûts indirects généralement liés aux intermédiaires et aux importateurs et augmente son pouvoir de négociation. Cette stratégie d'approvisionnement procure également une certaine souplesse qui aide à atténuer les effets de l'inflation et de la fluctuation des taux de change. De plus, elle permet à la Société de mieux suivre et contrôler la sécurité et la qualité.

Les fournisseurs de la Société sont diversifiés, le plus important d'entre eux représentant seulement environ 4 % des achats totaux au cours de l'exercice 2022. Au cours de la même période, les dix principaux fournisseurs représentaient environ 26 % des achats totaux, et les 25 principaux fournisseurs, environ 43 %.

La Société achète généralement des produits à la commande et ne conclut pas de contrats d'achat ou d'arrangements à long terme. Lorsque, exceptionnellement, elle conclut des contrats d'achat, elle le fait pour profiter de prix fixes pendant une durée définie et non pour être contrainte à acheter un volume minimum. La Société tire parti des liens solides et durables avec les fournisseurs qui, combinés aux quantités de marchandises achetées et aux capacités d'approvisionnement direct, contribuent à sa position concurrentielle en matière de coûts et à sa capacité d'offrir une grande sélection de produits à de bas prix fixes et intéressants. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2022 de la Société (Risques liés aux activités d'exploitation – Importations et chaîne d'approvisionnement).

Au fil des ans, Dollarama s'est bâti un réseau de fournisseurs privilégiés et dignes de confiance qui se conforment à des normes de haute qualité. La Société fait uniquement affaire avec des fournisseurs de bonne réputation qui détiennent les certifications requises, qui respectent l'ensemble des règlements et des directives sur les produits de consommation du gouvernement fédéral canadien et, selon le cas, des gouvernements provinciaux applicables à un produit donné et qui respectent les spécifications propres à Dollarama, qui peuvent dépasser les exigences réglementaires. Bien que tous les produits doivent respecter les règlements canadiens ainsi que les spécifications et les normes de Dollarama, certaines catégories de produits comportent des risques plus élevés en cas de non-conformité, car ils peuvent présenter des dangers pour la santé ou la sécurité. Conformément à l'approche axée sur le risque de Dollarama en matière de gestion de la conformité des produits, des programmes de conformité et des procédures de contrôle ont été adaptés à des catégories précises, comme les jouets et autres produits pour enfants, les piles et les appareils électroniques, certains produits et accessoires de santé et de beauté, les aliments, les appareils médicaux, les médicaments en vente libre et les produits de santé naturels. Toutes les catégories de produits sont réexaminées régulièrement et en fonction de l'évolution de la réglementation et du cadre applicable relatifs aux produits afin d'élaborer ou d'améliorer les programmes de conformité sur mesure existants, le cas échéant.

Pour pouvoir faire affaire avec Dollarama, les fournisseurs sont également tenus d'adhérer au Code de conduite des fournisseurs de Dollarama, un élément clé de sa stratégie environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). Les fournisseurs sont tenus de respecter les normes de leur secteur d'activité, notamment les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, et de se conformer à l'ensemble des lois et règlements qui régissent leurs activités dans le pays où elles se trouvent, ce qui inclut l'obligation d'évaluer et de maintenir l'intégrité de leurs chaînes d'approvisionnement respectives, et de s'assurer que leurs entrepreneurs, sous-traitants autorisés, fournisseurs de services et toute autre entité qui fournit directement ou indirectement des biens ou des services utilisés dans la production de produits vendus à Dollarama exercent également leurs activités en conformité avec les normes énoncées dans le Code de conduite des fournisseurs.

Les normes d'engagement comprennent des attentes précises concernant (i) la qualité et la sécurité des produits vendus à Dollarama, (ii) les normes du travail des fournisseurs, ainsi que (iii) les pratiques commerciales et environnementales des fournisseurs. Ces attentes sont conformes aux valeurs, principes et politiques de Dollarama en matière d'éthique commerciale et sont utilisées pour évaluer les fournisseurs, nouveaux et existants, ainsi que leurs installations. De plus amples renseignements sur les pratiques d'approvisionnement responsable de Dollarama sont disponibles dans son plus récent rapport ESG, qui peut être consulté à des fins d'information seulement sur le site Web de la Société à l'adresse www.dollarama.com.

5.6 Entreposage et distribution

Les activités d'entreposage, de distribution et de logistique de la Société sont situées dans la région de Montréal. Leur centralisation s'explique par le fait que plus de 75 % des magasins sont actuellement situés en Ontario, au Québec et dans les Maritimes.

Les tableaux suivants décrivent les installations d'entreposage et de distribution, soit six entrepôts et un centre de distribution, au 30 janvier 2022.

Entrepôts	Superficie
Dorval (Québec)	269 950 pi ²
Lachine (Québec)	356 675 pi ²
Lachine (Québec)	499 708 pi ²
Mont-Royal (Québec)	128 838 pi ²
Mont-Royal (Québec)	325 000 pi ²
Mont-Royal (Québec)	88 059 pi ²
	1 668 230 pi²

Centre de distribution	Superficie
Mont-Royal (Québec)	*495 686 pi ²

*Exclusion faite de la mezzanine

Entreposage

L'entrepôt d'environ 500 000 pieds carrés de la Société situé à Lachine, au Québec, et construit en 2016 appartient à la Société. Les cinq autres entrepôts utilisés par la Société sont loués auprès d'entités contrôlées par la famille Rossy aux termes de baux à long terme conclus avant le premier appel public à l'épargne et expirant le 30 novembre 2024. Voir « Membres de la direction et autres personnes intéressés dans des opérations importantes ».

Au cours de l'exercice 2022, la Société a conclu un bail à long terme visant un septième entrepôt, situé à Laval, au Québec, afin d'accroître sa capacité d'entreposage en vue d'appuyer son objectif à long terme de 2 000 magasins au Canada d'ici 2031. La nouvelle installation construite sur mesure d'une superficie de 500 000 pieds carrés est actuellement en construction et devrait être fonctionnelle d'ici la fin de l'exercice 2023.

La Société utilise principalement ses entrepôts pour entreposer les biens importés directement de l'étranger et, par conséquent, entrepose environ 62 % de ses produits. La plupart des biens provenant de fournisseurs nord-américains sont livrés directement au centre de distribution ou, dans certains cas, directement aux magasins. Environ 92 % des produits de la Société transitent par le centre de distribution. La tranche restante de 8 % de ses produits, notamment les cartes de souhaits, les croustilles et les boissons gazeuses, sont livrés par les fournisseurs directement aux magasins. Les commandes passées au magasin en ligne sont livrées à partir d'un entrepôt exploité par la Société, après y avoir été traitées et assemblées.

Distribution

Le centre de distribution de la Société est situé à Mont-Royal, au Québec. Le 21 février 2018, la Société a fait l'acquisition du centre de distribution, qui était auparavant loué auprès d'une entité contrôlée par la famille Rossy, pour une somme de 39,4 millions de dollars. Cette acquisition à la juste valeur marchande faisait suite à l'achat, par la Société, de deux propriétés adjacentes pour une somme totalisant 23,2 millions de dollars.

Après ces acquisitions, la Société a augmenté la taille de son centre de distribution de 50 %, la faisant passer à environ 500 000 pieds carrés. Le projet a été achevé en décembre 2019, selon l'échéancier et le budget prévus.

5.7 Transport

La Société doit constamment reconstituer les stocks en faisant livrer les marchandises au centre de distribution, puis du centre de distribution vers les magasins. Cette opération se fait par divers moyens de transport, notamment par bateau, principalement en provenance d'Asie vers le port de Vancouver, par train, entre Vancouver et Montréal, et par camion, vers les magasins situés dans les dix provinces et au Yukon.

La Société n'a pas son propre parc de transport. Elle collabore avec des entrepreneurs indépendants et des transitaires pour que la marchandise soit transportée le plus efficacement possible, notamment en regroupant davantage la marchandise, en optimisant le volume cubique disponible, en adoptant des trajets qui optimisent la consommation de carburant et en faisant transporter le plus de marchandise possible par chemin de fer plutôt que par la route.

L'évolution de la dynamique dans le secteur du transport maritime exacerbée par la pandémie de COVID-19 a un impact sur la capacité de transport, les délais et les tarifs. Une fois les produits rendus au Canada, la congestion portuaire, les conditions météorologiques extrêmes et la pénurie de camionneurs peuvent également avoir un impact sur le flux de marchandises. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2022 de la Société (Risques liés aux activités d'exploitation – Importations et chaîne d'approvisionnement).

5.8 Employés

Au terme de l'exercice 2022, Dollarama comptait environ 23 350 employés dans ses magasins. Ce nombre n'est que légèrement supérieur à celui de l'année dernière malgré l'ouverture d'un nombre net de 65 nouveaux magasins, car le décompte de l'année précédente comprenait un certain nombre d'employés en arrêt de travail dans le contexte de la pandémie de COVID-19. De ce nombre d'employés en magasins, environ 36 % travaillaient à plein temps et 64 % à temps partiel ou de manière occasionnelle. Dollarama engage des employés saisonniers au cours des saisons achalandées comme la période des fêtes afin de mieux gérer les périodes de pointe.

Dollarama compte également plus de 620 employés au siège social et gestionnaires de terrain et plus de 220 employés à ses entrepôts et à son centre de distribution, pour un total de plus de 24 190 employés.

La majeure partie des besoins en main-d'œuvre aux entrepôts et au centre de distribution est impartie à des agences externes bien établies. Ces possibilités d'emploi représentent seulement entre 4 % et 7 % de la main-d'œuvre totale de la Société, selon le volume et la saison. En leur qualité d'employeur, les agences externes sont chargées notamment d'embaucher et de former les travailleurs.

Aucun des employés de Dollarama n'est couvert par une convention collective ou représenté par un syndicat. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2022 de la Société (Risques liés aux ressources humaines – Recrutement, maintien en poste et gestion du personnel compétent).

5.9 Clientèle

La clientèle de Dollarama recherche un bon rapport qualité-prix et la commodité. La gamme de produits offerte plaît à toutes les populations de consommateurs, quel que soit leur niveau de revenus. Les clients magasinent chez Dollarama pour combler divers besoins de base ou font des achats spontanés. De plus, le magasin en ligne de Dollarama lui permet de servir des clients canadiens désirant acheter une grande quantité de produits sélectionnés.

5.10 Marketing

La Société a connu une croissance rapide sans dépenses importantes en marketing et promotion, ce que la direction attribue principalement à la notoriété de la marque et au succès dans le choix d'emplacements à fort achalandage et faciles d'accès. Grâce au modèle de faibles prix fixes quotidiens, il n'y a en général pas de soldes ou de réductions de prix à annoncer. La publicité est utilisée presque exclusivement pour annoncer l'ouverture de nouveaux magasins et est diffusée dans certains médias, notamment la radio, les journaux locaux et les circulaires.

5.11 Concurrence

L'industrie canadienne du magasin à un dollar demeure fortement fragmentée, comptant plusieurs chaînes de magasins à un dollar à plusieurs succursales privées ainsi que des magasins à un dollar exploités indépendamment. En plus de Dollarama, les plus importantes chaînes de magasins à un dollar à succursales multiples comprennent Dollar Tree Canada, Dollar Store With More, Great Canadian Dollar Store et Buck or Two Plus! qui sont toutes, à l'exception de Dollar Tree Canada, des chaînes de franchises. Ces quatre concurrents exploitaient un total de 514 magasins au 30 janvier 2022.

Au Canada, en plus de la concurrence que lui livrent d'autres magasins à un dollar, la Société fait face à une plus forte concurrence encore de la part des magasins à prix modiques et à escompte, des dépanneurs et des grandes surfaces, dont bon nombre exploitent des magasins dans des régions où Dollarama est aussi présente, offrent des produits essentiellement semblables à ceux qu'offre Dollarama et consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing.

En outre, en raison de l'étendue de la gamme de produits offerts par Dollarama, la Société fait face à la concurrence des détaillants spécialisés, comme les détaillants d'articles de bureau, de quincaillerie, d'articles ménagers, de produits de beauté et de santé, de fournitures artistiques et artisanales, dont l'offre de produits recoupe en partie celle de Dollarama.

La direction surveille toutes les sources de concurrence, y compris dans le commerce en ligne, pour s'assurer que la variété, la qualité et la gamme de prix des produits de la Société demeurent attrayantes pour les consommateurs. Si la Société fait face à une concurrence accrue en raison de l'utilisation de la technologie internet mobile qui permet de magasiner en ligne et de comparer les produits et les prix en temps réel, la concurrence en ligne actuelle n'a pas présenté de menace sérieuse pour les affaires de la Société jusqu'à maintenant, puisque le modèle d'affaires de la Société est bâti sur la proximité et la commodité. La Société continue de suivre cette tendance évolutive dans le commerce de détail et d'explorer de nouvelles initiatives pour répondre aux besoins et aux préférences en évolution des clients, particulièrement à la lumière de la poussée exponentielle du commerce électronique dans le monde, déclenchée par la pandémie de COVID-19. Le magasin en ligne de la Société, qui offre des produits sélectionnés vendus à la caisse, est un exemple de ces initiatives. Lancé en janvier 2019, il offre davantage de commodité aux clients canadiens de la Société – particuliers et entreprises – qui souhaitent acheter des produits en grandes quantités qui ne sont pas nécessairement disponibles en magasin, besoin auparavant non comblé. Les capacités de commerce électronique ont été développées encore plus en 2020, alors que la demande de produits offerts en ligne par Dollarama a augmenté de manière significative.

En outre, la Société livre concurrence à certaines autres entreprises pour les meilleurs emplacements de vente au détail et pour le recrutement d'employés. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2022 de la Société (Risques de marché – Concurrence dans le secteur de la vente au détail).

5.12 Saisonnalité

Les ventes de la Société varient peu selon la saison. Historiquement, la Société a réalisé ses ventes les plus faibles au cours du premier trimestre et les plus élevées au cours du quatrième trimestre, le mois de décembre comptant la proportion de ventes la plus élevée. Par conséquent, la Société achète en général des stocks importants au troisième trimestre et engage des frais de transport et de main-d'œuvre plus élevés en préparation des plus fortes ventes du quatrième trimestre. Elle propose également des produits au cours du quatrième trimestre qui sont absents le reste de l'année, comme des ensembles cadeaux, des décorations de Noël, certains articles de boulangerie-pâtisserie et un assortiment plus vaste de jouets et de friandises.

Les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le moment de l'ouverture de nouveaux magasins, les volumes de ventes générés par les nouveaux magasins et les magasins existants ainsi que par les dates de certaines fêtes et les conditions météorologiques. Ils peuvent aussi être touchés par un événement hors du contrôle de la Société qui perturberait ses activités commerciales ou son exploitation pendant une période de pointe.

Le tableau suivant indique la saisonnalité des ventes et de la marge brute pour chacun des trimestres de l'exercice 2022.

Exercice 2022 (en % du total)	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
Ventes	22,0 %	23,8 %	25,9 %	28,3 %
Marge brute	21,2 %	23,5 %	26,2 %	29,1 %

5.13 Propriété intellectuelle

La Société se fie à un portefeuille de marques de commerce, dont la majorité sont déposées, pour protéger certains aspects de ses activités. Les marques de commerce sont divisées en deux grandes catégories : les marques de commerce sous lesquelles la Société exerce ses activités de vente au détail et les marques privées de produits maison. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2022 de la Société (Risques liés aux activités d'exploitation – Propriété intellectuelle).

5.14 Réglementation

La Société est assujettie à plusieurs lois et règlements, notamment en matière de permis et licences, d'étiquetage des produits, de sécurité des produits, de protection du consommateur, d'emploi et de frais de gestion environnementale.

La Société travaille en étroite collaboration avec Santé Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Environnement et Changement climatique Canada et d'autres organismes de réglementation fédéraux et provinciaux afin de surveiller la conformité de ses produits et activités à toutes les normes et tous les règlements applicables.

La Société s'efforce d'employer les meilleures pratiques de stockage, de sécurité physique, de distribution des produits et, le cas échéant, de destruction des produits ayant fait l'objet d'un rappel. Elle a adopté en conséquence des lignes directrices en matière de sécurité des produits et des procédures de rappel. De plus, la Société souscrit une assurance responsabilité civile pour atténuer sa responsabilité potentielle du fait des produits. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2022 de la Société (Risques juridiques et réglementaires).

5.15 Gestion de la sécurité de l'information et surveillance des risques

La Société dépend de ses systèmes de technologies de l'information pour exercer efficacement ses activités, notamment en ce qui a trait à la communication de l'information financière et à la comptabilité, à la gestion des achats, des stocks et du réapprovisionnement, à la planification des besoins en main-d'œuvre et des horaires de travail, au traitement de la paie, au stockage des données, au traitement des opérations des clients et à la communication avec les magasins.

Le système informatique général de la Société permet à la direction de gérer les activités avec efficacité et de rassembler, d'analyser et d'évaluer des renseignements provenant de toutes les fonctions de la Société et de tous ses secteurs géographiques. La Société dispose d'une architecture de technologies de l'information résiliente qui s'appuie sur des composants matériels redondants afin de prévenir les pannes attribuables au matériel, sur des liens de télécommunications redondants afin de prévenir les pannes de communication et sur un site de reprise après sinistre synchrone afin de permettre la continuité du service dans l'éventualité d'un sinistre dans la salle des serveurs.

La Société dispose de ressources dédiées à la technologie de l'information et à la sécurité de l'information, et utilise des produits et services technologiques de tiers pour aider à protéger les systèmes et l'infrastructure de la Société ainsi que la confidentialité des données des employés, des clients, des partenaires commerciaux, des fournisseurs et d'autres tiers. L'équipe de sécurité de l'information cerne les risques, élabore des politiques, des procédures et des contrôles, et déploie des systèmes de prévention et de détection avec l'aide de partenaires tiers spécialisés. Une formation de sensibilisation à la sécurité est également donnée aux employés, notamment par le biais d'exercices de simulation d'hameçonnage, et des simulations de cybersécurité sont régulièrement menées par des experts en la matière avec des membres de la direction et les équipes techniques.

La Société dispose d'un comité de sécurité de l'information présidé par le chef de la direction informatique et composé de représentants de diverses fonctions de l'organisation, notamment des technologies de l'information, des finances et des affaires juridiques. Ce comité se réunit au moins une fois par trimestre pour examiner les progrès réalisés en matière de sécurité de l'information ainsi que les développements majeurs. Le chef de la direction informatique présente régulièrement des rapports au comité d'audit.

5.16 Questions environnementales, sociales et de gouvernance

Gouvernance

Le conseil d'administration de la Société a la responsabilité ultime de gérance des questions environnementales, sociales et de gouvernance (« ESG »). La surveillance des risques et des occasions ESG a été officiellement intégrée dans le mandat du conseil d'administration et dans les règles de chacun de ses comités en 2021.

Le comité de gestion, présidé par le président et chef de la direction, est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies ESG, conformément aux priorités de l'entreprise et en tenant compte des intérêts des parties prenantes de la Société. Le comité de gestion est également chargé de présenter des rapports au conseil d'administration et à ses comités sur les risques et les occasions ESG.

La direction et le conseil d'administration s'entretiennent de manière proactive et continue avec les parties prenantes afin de mieux comprendre leurs attentes à l'égard des questions ESG.

Communication de l'information

En juin 2019, la Société a publié son premier rapport ESG afin de favoriser, chez ses actionnaires et parties prenantes, une meilleure compréhension de ses initiatives, de ses défis et de ses priorités en matière ESG. En juin 2021, la Société a publié son deuxième rapport ESG afin de présenter aux actionnaires et aux parties prenantes une mise à jour de ses progrès depuis 2019, en soulignant les objectifs et initiatives mesurables, en cours et nouveaux, liés aux questions ESG.

L'approche de Dollarama en matière ESG repose sur quatre piliers et les enjeux prioritaires sont les suivants :



- | | | | |
|---|---|--|--|
| – Recrutement, développement et maintien en poste d'employés talentueux | – Sécurité et qualité des produits | – Approvisionnement responsable | – Changements climatiques |
| – Santé et sécurité | – Emballage et gestion du cycle de vie des produits | – Pratiques équitables en matière d'emploi | – Gestion de l'énergie |
| – Pratiques équitables en matière d'emploi | – Service à la clientèle | – Droits de la personne | – Recyclage et gestion des déchets |
| – Diversité et inclusion | | | – Sécurité des données et protection des renseignements personnels des clients |

Le rapport ESG de 2021 donne un aperçu complet du cadre ESG de la Société et des questions prioritaires pertinentes pour son entreprise et ses parties prenantes. Les deux rapports peuvent être consultés à des fins d'information seulement sur le site Web de la Société à l'adresse www.dollarama.com.

5.17 Dollarcity

Le 14 août 2019, la Société a fait l'acquisition, par l'intermédiaire de Dollarama International, d'une participation de 50,1 % dans Dollarcity, détaillant à bas prix détenu et exploité indépendamment, fondé en 2009 et domicilié au Panama, mettant ainsi en place une deuxième plateforme de croissance en Amérique latine. Dollarcity est considérée comme une entreprise mise en équivalence, et la Société comptabilise cette participation comme une entreprise commune selon la méthode de la mise en équivalence. Voir « Structure de l'entreprise – Liens intersociétés ».

La décision d'acquérir une participation majoritaire dans Dollarcity a été prise six ans après l'établissement d'une relation commerciale avec Dollarcity dans le cadre de laquelle la Société s'est engagée, par l'intermédiaire de Dollarama International, à partager son savoir-faire commercial et à fournir des services d'approvisionnement en vue d'éventuellement faire croître les activités de Dollarcity dans des pays

désignés, soit le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Costa Rica, le Nicaragua, le Panama, la Colombie, le Pérou et l'Équateur.

De février 2013, moment où la relation commerciale entre les parties a été établie, à août 2019, date de clôture de l'acquisition, l'équipe de direction de Dollarcity a réussi à adapter localement le concept de vente au détail à bas prix mis au point par Dollarama au Canada et à faire croître son réseau de magasins en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

Au 31 décembre 2021, date de clôture du dernier exercice de Dollarcity, Dollarcity exploitait un total de 350 magasins, dont 59 au Salvador, 76 au Guatemala, 206 en Colombie et neuf au Pérou, ce qui représente une augmentation de 86 magasins comparativement à un total de 264 magasins exploités par Dollarcity au 31 décembre 2020. L'année 2021 a été marquée par l'entrée dans un quatrième pays, le Pérou. La direction de Dollarcity se concentre sur l'expansion de ses activités de vente au détail vers une cible à long terme de 600 magasins Dollarcity d'ici 2029, un objectif présenté en 2019 qui ne tient pas encore compte du potentiel du marché péruvien. Les magasins Dollarcity ont une superficie moyenne de 7 237 pieds carrés et sont tous situés dans des locaux loués, à l'exception de quatre d'entre eux. Un nouveau magasin Dollarcity nécessite un investissement initial minimal d'environ 0,55 million de dollars américains (0,69 million de dollars).

Dollarama, par l'intermédiaire de Dollarama International, est le principal fournisseur de produits de Dollarcity. En février 2013, Dollarama International et Dollarcity ont conclu une convention de licence et de services aux termes de laquelle des produits étaient vendus à Dollarcity au prix coûtant, exception faite des frais de manutention minimales chargés sur les envois transitant par les installations de Dollarama. Cette convention a expiré en février 2022 et a été remplacée par une nouvelle convention d'approvisionnement et une nouvelle convention de services. Des modifications ont été apportées pour tenir compte de la nouvelle relation entre les parties à la suite de l'acquisition de 2019, mais l'impact économique et opérationnel net global de ces nouvelles conventions pour Dollarama International demeure généralement inchangé.

Pour son exercice clos le 31 décembre 2021, la gamme de produits de Dollarcity comprenait : (i) les marchandises générales, qui représentaient environ 52 % des produits offerts; (ii) les produits de consommation courante, qui représentaient environ 37 % des produits offerts; et (iii) les articles saisonniers, qui représentaient environ 11 % des produits offerts. La marchandise est vendue individuellement ou en lots à des prix fixes d'au plus 4,00 \$ US (ou à des prix équivalents dans la monnaie locale) au Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou. Au cours de son plus récent exercice clos le 31 décembre 2021, Dollarcity a enregistré des ventes de 507,8 millions de dollars américains (636,6 millions de dollars). La quote-part de 50,1 % revenant à la Société du résultat net de Dollarcity pour la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 s'est établie à 26,5 millions de dollars américains (33,2 millions de dollars). Le réseau logistique de Dollarcity repose sur plusieurs entrepôts nationaux, en plus d'un entrepôt international situé dans une zone franche au Salvador.

Au 31 décembre 2021, les bureaux de Dollarcity comptait environ 480 employés, ses magasins comptaient environ 3 220 employés et ses entrepôts et sa chaîne de distribution comptaient environ 180 employés, pour un total d'environ 3 880 employés.

La direction est d'avis qu'il existe des occasions de croissance considérables dans le secteur de la vente au détail à bas prix en Amérique latine en raison des tendances démographiques et des facteurs économiques fondamentaux favorables dans la région. L'attrait du marché de la vente au détail est attesté par la présence croissante de marques et de détaillants internationaux dans la région. À ce jour, aucune autre société ne livre une concurrence directe et forte à Dollarcity dans les pays où elle exerce ses activités. Toutefois, Dollarcity fait face à une concurrence de la part de marchands de masse, de magasins de variétés et de magasins à rabais, de divers détaillants spécialisés et de marchands ambulants en ce qui concerne, entre autres, les prix, la gamme de produits et la qualité de la marchandise. En outre, Dollarcity livre concurrence à certaines autres entreprises pour les meilleurs emplacements de vente au détail et pour le recrutement d'employés.

5.18 Facteurs de risque

Les facteurs de risque auxquels la Société est exposée sont présentés dans le rapport de gestion de l'exercice 2022 et sont intégrés par renvoi dans le présent document. Le rapport de gestion de l'exercice 2022 peut être consulté sur le site Web de la Société (www.dollarama.com) et sur SEDAR (www.sedar.com). Ces risques pourraient ne pas être les seuls auxquels la Société est exposée. D'autres risques dont la direction n'a pas connaissance ou qu'elle juge actuellement sans importance pourraient se manifester et avoir un effet défavorable important sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

6 DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

Le capital autorisé de la Société est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries. Au 30 janvier 2022, 292 813 569 actions ordinaires étaient émises et en circulation et aucune action privilégiée n'était émise et en circulation.

Le résumé qui suit des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions dont sont assorties les actions de la Société est assujéti aux statuts et aux règlements de la Société, qui peuvent être consultés sur le site Web de la Société au www.dollarama.com, et doit être lu à la lumière de ceux-ci.

6.1 Actions ordinaires

Les porteurs d'actions ordinaires ont droit à une voix pour chaque action ordinaire qu'ils détiennent à toutes les assemblées des porteurs d'actions, sauf aux assemblées où seuls les porteurs d'une autre catégorie ou série d'actions ont le droit de voter séparément comme catégorie ou série. Les porteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir les dividendes éventuellement déclarés par la Société à l'égard des actions ordinaires, sous réserve des droits des porteurs des autres catégories d'actions. Les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir, sous réserve des droits des porteurs des autres catégories d'actions, le reliquat des biens et des actifs de la Société faisant l'objet d'une distribution, une fois les dettes réglées, en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée de la Société.

6.2 Actions privilégiées

Les actions privilégiées peuvent être émises à l'occasion en une ou plusieurs séries. Le conseil d'administration est autorisé à établir avant toute émission le nombre d'actions privilégiées de chaque série, la contrepartie par action, la désignation des actions ainsi que les modalités s'y rattachant, notamment en ce qui concerne les droits de vote, le tout sous réserve de l'émission d'un certificat modificateur présentant la désignation et les modalités se rattachant aux actions privilégiées de la série. Les actions privilégiées de chaque série prendront rang égal avec les actions privilégiées de toutes les autres séries et auront priorité sur les actions ordinaires et les autres actions occupant un second rang aux actions privilégiées à l'égard du versement de dividendes et de la distribution des biens ou des actifs en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée de la Société. Si des dividendes cumulatifs (déclarés ou non), des dividendes non cumulatifs déclarés ou des montants payables au titre du remboursement du capital ne sont pas payés intégralement, les porteurs d'actions privilégiées de toutes les séries auront droit à leur quote-part du montant qui serait payable sur ces actions privilégiées si tous les dividendes étaient déclarés et versés intégralement ou si les montants payables sur ces actions au titre du remboursement du capital étaient payés intégralement, selon le cas.

6.3 Fractionnement d'actions

Fractionnement d'actions en 2018

Le 29 mars 2018, la Société a annoncé que le conseil d'administration avait approuvé le fractionnement de ses actions ordinaires à raison de trois pour une. Le fractionnement a ensuite été approuvé par les actionnaires à l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires tenue le 7 juin 2018. Le 19 juin 2018, les actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 14 juin 2018 ont reçu deux actions ordinaires supplémentaires pour chaque action ordinaire détenue. La négociation hors distribution des actions ordinaires sur une base rajustée en fonction du fractionnement a commencé le 20 juin 2018.

Fractionnement d'actions en 2014

Le 11 septembre 2014, le conseil d'administration a annoncé qu'il avait approuvé un dividende en actions d'une action ordinaire par action ordinaire émise et en circulation, ce qui a eu le même effet qu'un fractionnement des actions ordinaires en circulation de la Société à raison de deux pour une. Le dividende en actions de la Société a été versé le 17 novembre 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 novembre 2014. Le dividende a été désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada. Les actions ordinaires ont commencé à se négocier sur une base rajustée en fonction du fractionnement le 18 novembre 2014.

6.4 Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 5 juillet 2021, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et lancé l'offre de rachat 2021-2022 en vue de racheter aux fins d'annulation, pendant la période de 12 mois allant du 7 juillet 2021 au 6 juillet 2022, au plus 19 376 824 actions ordinaires, soit 7,5 % du flottant des actions ordinaires à la fermeture des marchés le 30 juin 2021.

Au 30 janvier 2022, la Société avait racheté aux fins d'annulation un total de 11 991 389 actions ordinaires dans le cadre de l'offre de rachat 2021-2022 à un prix moyen pondéré de 58,89 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie en espèces totalisant 706,2 millions de dollars.

Entre le lancement de sa première offre publique de rachat dans le cours normal des activités en juin 2012 et le 31 mars 2022, la Société a racheté aux fins d'annulation un total de 170 080 263 actions ordinaires, au cours moyen pondéré de 29,61 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale en espèces de 5,0 milliards de dollars.

Offre de rachat	Période visée	Nombre d'actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	Cours moyen pondéré par action ordinaire	Valeur des actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation
2012-2013	15 juin 2012 au 14 juin 2013	15 499 584	10,06 \$	155,9 millions \$
2013-2014 ⁽¹⁾	17 juin 2013 au 16 juin 2014	39 988 128	13,82 \$	552,8 millions \$
2014-2015	17 juin 2014 au 16 juin 2015	14 051 574	18,91 \$	265,7 millions \$
2015-2016 ⁽²⁾	17 juin 2015 au 16 juin 2016	28 685 733	28,58 \$	820,0 millions \$
2016-2017	17 juin 2016 au 16 juin 2017	17 925 486	33,59 \$	602,2 millions \$
2017-2018	19 juin 2017 au 18 juin 2018	14 061 366	47,89 \$	673,4 millions \$
2018-2019 ⁽³⁾	20 juin 2018 au 19 juin 2019	12 980 884	37,88 \$	491,7 millions \$
2019-2020	5 juillet 2019 au 4 juillet 2020	7 089 040	46,15 \$	327,1 millions \$
2020-2021	7 juillet 2020 au 6 juillet 2021	7 807 079	56,46 \$	440,8 millions \$
2021-2022	7 juillet 2021 au 31 mars 2022 ⁽⁴⁾	11 991 389	58,89 \$	706,2 millions \$
Total		170 080 263	29,61 \$	5 036 millions \$

⁽¹⁾ Telle que modifiée le 22 janvier 2014.

⁽²⁾ Telle que modifiée successivement le 9 décembre 2015 et le 30 mars 2016.

⁽³⁾ Telle que modifiée le 5 décembre 2018.

⁽⁴⁾ L'offre de rachat 2021-2022 est en cours et prendra fin le 6 juillet 2022. Dans le cadre de l'offre de rachat 2021-2022, la Société a le droit de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 19 376 824 actions ordinaires.

7 DIVIDENDES

Le 9 juin 2011, la Société a annoncé que le conseil d'administration avait déclaré le premier dividende trimestriel depuis le premier appel public à l'épargne de Dollarama. Le dividende trimestriel initial a été établi à 0,015 \$ l'action ordinaire et désigné à titre de « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada. Depuis 2011, le conseil d'administration a annoncé l'approbation de onze augmentations successives du dividende trimestriel. La plus récente augmentation, à 0,0553 \$ l'action ordinaire, a été approuvée le 29 mars 2022.

Le conseil d'administration a établi que le nouveau niveau du dividende trimestriel est approprié en fonction des flux de trésorerie, du résultat et de la situation financière actuels de la Société ainsi que d'autres facteurs pertinents. Il est prévu que le dividende demeure à ce niveau, sous réserve de l'évaluation continue par le conseil d'administration des besoins de capitaux à venir de la Société, de son rendement financier, de ses liquidités, de ses perspectives et d'autres facteurs jugés pertinents par le conseil d'administration.

Le versement de chaque dividende trimestriel demeure assujéti à sa déclaration par le conseil d'administration. Le montant réel de chaque dividende trimestriel, ainsi que chaque date de déclaration, de référence et de versement sont à la discrétion du conseil d'administration.

Le tableau suivant présente les dividendes en espèces déclarés et versés au cours des exercices 2020, 2021 et 2022.

Date de la déclaration	Date du versement	Dividende par action ordinaire
5 décembre 2018	8 février 2019	0,040 \$
27 mars 2019	10 mai 2019	0,044 \$
12 juin 2019	9 août 2019	0,044 \$
11 septembre 2019	8 novembre 2019	0,044 \$
3 décembre 2019	7 février 2020	0,044 \$
31 mars 2020	8 mai 2020	0,044 \$
9 juin 2020	7 août 2020	0,044 \$
1 ^{er} septembre 2020	6 novembre 2020	0,044 \$
8 décembre 2020	5 février 2021	0,047 \$
30 mars 2021	7 mai 2021	0,0503 \$
8 juin 2021	6 août 2021	0,0503 \$
8 septembre 2021	5 novembre 2021	0,0503 \$
7 décembre 2021	4 février 2022 ⁽¹⁾	0,0503 \$

⁽¹⁾ Les dividendes sont généralement versés au début du trimestre suivant la date de déclaration. Par conséquent, le dividende déclaré au quatrième trimestre de l'exercice 2022 a été versé au début du premier trimestre de l'exercice 2023.

8 DESCRIPTION DES DETTES IMPORTANTES

Le tableau qui suit présente l'encours du capital au 30 janvier 2022 aux termes de la facilité de crédit, des billets non garantis de premier rang et du programme de papier commercial américain, qui sont décrits plus amplement ci-après.

Type	Date d'échéance	Encours du capital
Facilité de crédit – Facilité A	06-07-2026	Néant
Facilité de crédit – Facilité B	05-07-2024	
Facilité de crédit – Facilité C	05-07-2024	
Facilité de crédit – Facilité D	06-07-2022	
Billets à taux fixe à 2,443 %	09-07-2029	375,0 millions \$
Billets à taux fixe à 1,505 %	20-09-2027	300,0 millions \$
Billets à taux fixe à 1,871 %	08-07-2026	375,0 millions \$
Billets à taux fixe à 3,55 %	06-11-2023	500,0 millions \$
Billets à taux fixe à 2,203 %	10-11-2022	250,0 millions \$
Billets du PPCA	Échéance allant d'une journée à au plus 397 de la date d'émission	89,4 millions \$
Total		1 889,4 millions \$

8.1 Facilité de crédit

La facilité de crédit est actuellement composée de quatre facilités renouvelables non garanties distinctes d'un total de 800,0 millions de dollars, régies par la troisième convention de crédit modifiée conclue entre la Société et les prêteurs le 14 février 2020, dans sa version modifiée le 13 mars 2020, le 21 septembre 2020, le 9 mars 2021 et le 6 juillet 2021 (la « convention de crédit »).

Aux termes de la convention de crédit, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander que la facilité de crédit soit portée à 1,5 milliard de dollars compte tenu de tous les engagements alors en cours.

La marge applicable, se situant entre 0 % et 1,70 % par année, est calculée en fonction d'un ratio d'endettement, déclaré à chaque trimestre aux prêteurs. La convention de crédit oblige la Société à se conformer à un ratio minimal de couverture des intérêts et à un ratio maximal d'endettement, lesquels sont évalués trimestriellement sur une base consolidée. La Société peut contracter des emprunts en dollars canadiens ou en dollars américains.

La facilité de crédit est garantie par Dollarama S.E.C. et Dollarama GP inc. (désignées collectivement avec la Société les « parties garantissant l'emprunt »). Certaines clauses restrictives de la convention de crédit empêchent les parties garantissant l'emprunt, sous réserve de certaines exceptions, de contracter, de prendre en charge ou d'autoriser d'autres emprunts ou charges de rang supérieur, de réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail, de changer la nature de leurs activités et d'effectuer certaines opérations avec des membres du même groupe. La convention de crédit empêche également la Société, dans certains cas, de consentir des prêts, de déclarer des dividendes et de faire des paiements visant des participations en actions ou de racheter pareilles participations, notamment s'il existe un défaut ou un cas de défaut en vertu de la convention.

8.2 Billets non garantis de premier rang

Aux termes de l'acte de fiducie (au sens ci-après), la Société peut émettre à l'occasion des billets non garantis de premier rang à taux fixe ou des billets non garantis de premier rang à taux variable (les « billets non garantis de premier rang »). En règle générale, le produit tiré de ces émissions est affecté au remboursement de l'encours de la dette et/ou aux besoins généraux de l'entreprise.

Les billets à taux fixe à 3,55 % et les billets à taux fixe à 2,203 % ont été émis aux termes d'un acte de fiducie conclu en date du 5 novembre 2013 par la Société et Société de fiducie Computershare du Canada, en qualité de fiduciaire, dans sa version complétée par des actes de fiducie complémentaires. Les billets à taux fixe à 1,871 %, les billets à taux fixe à 1,505 % et les billets à taux fixe à 2,443 % ont été émis aux termes d'un second acte de fiducie conclu en date du 18 septembre 2020 par la Société et Société de fiducie Computershare du Canada, en qualité de fiduciaire, dans sa version complétée par des actes de fiducie complémentaires. Ce second acte de fiducie est substantiellement similaire à l'acte de fiducie de 2013, à l'exception de certains changements apportés aux dispositions de garantie et d'autres changements visant à aligner la clause de sûreté négative et la clause de défaut croisé avec celles de la convention de crédit.

Les billets non garantis de premier rang sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent le même rang que toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées existantes et futures de la Société. Les billets non garantis de premier rang sont effectivement subordonnés à toutes les dettes garanties existantes et futures de la Société jusqu'à concurrence de la valeur des actifs qui garantissent pareilles dettes. Ils ont priorité de rang sur toutes les obligations futures de la Société dont le paiement, selon leurs propres termes, est expressément subordonné au paiement des billets et ont égalité de rang, quant au droit de paiement, avec toutes les obligations existantes et futures de la Société qui ne leur sont pas subordonnées.

Certaines filiales de la Société, dont le BAIIA combiné avec celui de la Société (sur une base non consolidée) représente au moins 80 % du BAIIA consolidé, cautionnent solidairement, à titre de dette de premier rang sans garantie, le paiement du capital, des intérêts et de la prime éventuelle des billets non garantis de premier rang et certaines autres sommes mentionnées dans l'acte de fiducie qui régit les billets (cet acte de fiducie, avec les actes supplémentaires applicables régissant chacune des séries de billets non garantis de premier rang, est appelé l'« acte de fiducie »). À la date des présentes, Dollarama S.E.C. et Dollarama GP Inc. sont les seules cautions. Tant que des billets non garantis de premier rang demeurent en cours et que la facilité de crédit est en vigueur, toutes les filiales de la Société qui cautionnent la dette régie par la facilité de crédit cautionneront les billets non garantis de premier rang. Si, à quelque moment que ce soit, la convention de crédit n'est plus en vigueur, les filiales de la Société qui auraient été tenues d'être des cautions à l'égard de la dette en vertu de la convention de crédit selon les critères et conditions applicables seront des cautions à l'égard des billets non garantis de premier rang.

La Société peut, à tout moment, à son gré, faire une offre en vue de racheter les billets non garantis de premier rang aux fins d'annulation, ce qu'elle peut faire par l'entremise d'un courtier en valeurs ou d'une firme de courtage qui est membre d'une bourse reconnue, par voie d'offres de rachat, ou encore sur le marché libre ou par contrat de gré à gré, au prix qui lui convient.

La Société peut également, à son gré, rembourser les billets à taux fixe à tout moment, en totalité ou en partie, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours aux porteurs des billets à taux fixe devant être rachetés, à un prix de rachat égal a) soit au prix selon le rendement des obligations du Canada (défini dans l'acte de fiducie applicable), b) soit, si elle est supérieure, à la valeur nominale, majoré, dans l'un et l'autre cas, des intérêts courus et impayés, le cas échéant, jusqu'à la date fixée pour le rachat.

En vertu de chacun des actes de fiducie, s'il se produit un événement déclencheur d'un changement de contrôle (défini dans les actes de fiducie), la Société sera tenue d'offrir de racheter (ou de faire offrir de racheter par un tiers) tous les billets non garantis de premier rang du porteur, ou toute tranche des billets que le porteur désire se faire racheter (égale à 1 000 \$ ou à un multiple intégral de 1 000 \$), moyennant une somme en espèces égale à 101 % de l'encours du capital des billets, majoré des intérêts courus et impayés, le cas échéant, jusqu'à la date de rachat.

8.3 Programme de papier commercial américain

Le 18 février 2020, la Société a annoncé l'établissement du programme de papier commercial américain. Aux termes du programme, la Société peut émettre à l'occasion des billets du PPCA, soit des billets de papier commercial non garantis venant à échéance au plus tard 397 jours après leur date d'émission, par voie de placement privé conformément à une dispense d'inscription et à une dispense de prospectus

prévues par la législation en valeurs mobilières applicable. Le capital total des billets du PPCA en circulation à un moment donné aux termes du programme de papier commercial américain ne dépassera pas 500,0 millions de dollars américains. La Société utilise des instruments dérivés pour convertir le produit net tiré de l'émission de billets du PPCA en dollars canadiens, et affecte ce produit aux fins générales de l'entreprise.

Les billets du PPCA sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent le même rang que toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées existantes et futures de la Société. Les billets du PPCA sont effectivement subordonnés à toutes les dettes garanties existantes et futures de la Société jusqu'à concurrence de la valeur des actifs qui garantissent pareilles dettes. Ils ont priorité de rang sur toutes les obligations futures de la Société dont le paiement, selon leurs propres modalités, est expressément subordonné au paiement des billets et ont égalité de rang, quant au droit de paiement, avec toutes les obligations existantes et futures de la Société qui ne leur sont pas subordonnées.

Les billets du PPCA sont cautionnés inconditionnellement par Dollarama S.E.C. et Dollarama GP Inc., chacune une filiale en propriété exclusive de la Société. La facilité de crédit de la Société sert de garantie de liquidités pour le remboursement des billets du PPCA émis aux termes du programme de papier commercial américain.

9 NOTATIONS

Une notation fournit généralement une indication du risque que l'emprunteur ne remplisse pas ses obligations en temps voulu relativement aux intérêts et au capital.

L'obtention de financement par la Société dépend de sa capacité à accéder aux marchés des actions, des souscriptions privées et des titres de créance ainsi qu'au marché du crédit bancaire. Sa capacité d'accéder à ces marchés ainsi que le coût et le montant du financement disponible dépendent en partie de la qualité de ses notations au moment de la levée des capitaux. Une notation de qualité supérieure signifie habituellement que la Société peut emprunter des fonds à des taux d'intérêt plus bas que les sociétés dont les notations sont inférieures. Toute baisse de la notation pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société à emprunter ou à accéder aux marchés des capitaux. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2022 de la Société (Risques financiers – Modification de la solvabilité).

Au 31 mars 2022, les billets du PPCA de la Société avaient été notés par Moody's et S&P, et ses billets non garantis de premier rang avaient été notés par DBRS. De plus, DBRS, Moody's et S&P avaient attribué des notations d'émetteur à long terme à la Société.

Les précisions qui suivent sur les notations attribuées aux titres de la Société et sur les notations d'émetteur à long terme de la Société ont été publiées par les agences de notation concernées. Les précisions et les notations correspondantes présentées ci-après peuvent être modifiées par les agences de notation concernées.

Titres d'emprunt à court terme	Agence de notation	Notation	Rang	Précisions sur la notation reçue
Billets du PPCA	Moody's	P-2	2 sur 4	<ul style="list-style-type: none"> → Les notations relatives aux titres d'emprunt à court terme de Moody's varient entre P-1 (notation la plus élevée) et NP (notation la plus basse) → Une notation de P-2 démontre une forte capacité de paiement des obligations financières à court terme
	S&P (échelle mondiale)	A-2	3 sur 7	<ul style="list-style-type: none"> → Les notations relatives aux titres d'emprunt à court terme de S&P varient entre A-1+ (notation la plus élevée) et D (notation la plus basse) → Une notation de A-2 démontre que l'émetteur a une capacité à respecter les engagements financiers à l'égard de l'obligation jugée satisfaisante → Les titres d'emprunt notés A-2 sont légèrement plus sensibles aux circonstances changeantes et aux conditions économiques que les obligations auxquelles sont attribuées des notations plus élevées
Titres d'emprunt à long terme	Agence de notation	Notation	Rang	Précisions sur la notation reçue
Billets non garantis de premier rang	DBRS	BBB	9 sur 26	<ul style="list-style-type: none"> → Les notations relatives aux titres d'emprunt à long terme de DBRS varient entre AAA (notation la plus élevée) et D (notation la plus basse) → Les notations allant de AA à C peuvent être modifiées en ajoutant la mention « (haut) » ou « (bas) ». L'absence d'une mention « (haut) » ou « (bas) » indique que la notation se situe au milieu de la catégorie → Une notation de BBB démontre ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> ○ Qualité de crédit adéquate ○ Capacité de paiement des obligations financières jugée acceptable ○ Potentiellement vulnérable à des événements futurs

Notations d'émetteur à long terme	Agence de notation	Notation	Rang	Précisions sur la notation reçue
	DBRS	BBB	9 sur 26	<ul style="list-style-type: none"> → Les notations d'émetteur à long terme de DBRS varient entre AAA (notation la plus élevée) et D (notation la plus basse) → Les notations allant de AA à C peuvent être modifiées en ajoutant la mention « (haut) » ou « (bas) ». L'absence d'une mention « (haut) » ou « (bas) » indique que la notation se situe au milieu de la catégorie. → Une notation de BBB (bas) ou une notation supérieure est une notation de premier ordre (ou de bonne qualité). → Une notation de BBB démontre ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> ○ Qualité de crédit adéquate ○ Capacité de paiement des obligations financières jugée acceptable ○ Potentiellement vulnérable à des événements futurs
	Moody's	Baa2	9 sur 21	<ul style="list-style-type: none"> → Les notations d'émetteur à long terme de Moody's varient entre Aaa (notation la plus élevée) et C (notation la plus basse) → Les modificateurs numériques 1, 2 et 3 sont appliqués aux notations allant de Aa à Caa. Le modificateur 1 indique un classement dans la tranche supérieure de sa catégorie de notations, le modificateur 2 indique un classement dans la tranche moyenne et le modificateur 3 indique un classement dans la tranche inférieure de la catégorie de notations → Une notation de Baa3 ou une notation supérieure est une notation de premier ordre (ou de bonne qualité) → Une notation de Baa2 signifie que l'émetteur est assujéti à un risque de crédit modéré et est jugé de qualité moyenne pouvant ainsi posséder certaines caractéristiques spéculatives
	S&P (échelle mondiale)	BBB	9 sur 22	<ul style="list-style-type: none"> → Les notations d'émetteur à long terme de S&P varient entre AAA (notation la plus élevée) et D (notation la plus basse) → Les notations allant de AA à CC peuvent être modifiées en ajoutant le signe « (+) » ou « (-) », qui indique le classement relatif à l'intérieur d'une catégorie donnée de notations → Une notation de BBB- ou une notation supérieure est une notation de premier ordre (ou de bonne qualité) → Une notation de BBB démontre ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> ○ Capacité adéquate à respecter les engagements financiers ○ Des revirements négatifs de la conjoncture économique ou l'évolution de la situation sont plus susceptibles d'affaiblir la capacité du débiteur de respecter ses engagements financiers

Au 31 mars 2022, DBRS, Moody's et S&P avaient attribué une perspective stable aux notations de la Société. La tendance dont la notation est assortie indique l'orientation de cette notation, selon l'agence de notation, si les tendances actuelles se maintiennent.

Ces notations fournissent aux investisseurs une évaluation indépendante de la qualité de crédit d'une émission de titres. Cependant, rien ne garantit qu'une notation demeurera en vigueur pendant une période donnée ou qu'elle ne sera pas révisée, notamment à la baisse, ou retirée complètement par une agence de notation si, à son avis, les circonstances le justifient. Les notations attribuées aux titres d'emprunt ne constituent pas une recommandation d'acheter, de conserver ou de vendre les titres, étant donné qu'elles ne se prononcent pas sur le cours des titres ni sur leur bien-fondé pour un investisseur donné. Chaque notation doit être évaluée indépendamment des autres notations.

Au cours des deux dernières années, la Société a payé des frais à des agences de notation pour obtenir des notations et s'attend à verser des frais similaires à l'avenir, conformément à des conventions de service conclues avec ces agences de notation. La Société n'a versé aucune autre somme à des agences de notation pour d'autres services au cours des deux derniers exercices.

10 MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

10.1 Cours et volume des opérations

Les actions ordinaires sont négociées à la TSX sous le symbole « DOL ». Le tableau qui suit montre les cours extrêmes et les cours de clôture mensuels de même que les volumes mensuels totaux d'opérations à la TSX et sur les systèmes de négociation parallèles pour l'exercice 2022.

Mois civil	Plafond mensuel (\$)	Plancher mensuel (\$)	Cours de clôture (\$)	Volume mensuel total
Février 2021	51,32 \$	46,56 \$	48,43 \$	30 248 003
Mars 2021	55,93 \$	48,14 \$	55,52 \$	31 844 485
Avril 2021	58,53 \$	55,62 \$	57,28 \$	31 252 374
Mai 2021	57,45 \$	62,22 \$	52,50 \$	38 556 462
Juin 2021	57,84 \$	52,30 \$	56,74 \$	30 346 017
Juillet 2021	59,24 \$	56,24 \$	58,75 \$	16 848 158
Août 2021	60,87 \$	57,31 \$	57,53 \$	19 334 743
Septembre 2021	58,52 \$	54,85 \$	54,94 \$	32 723 193
Octobre 2021	57,80 \$	53,39 \$	55,94 \$	18 818 439
Novembre 2021	58,98 \$	54,83 \$	55,18 \$	14 085 849
Décembre 2021	64,49 \$	54,28 \$	63,31 \$	26 875 485
Janvier 2022	64,50 \$	60,34 \$	64,39 \$	23 027 971

11 ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

11.1 Administrateurs

Le tableau suivant présente, à la date des présentes, des renseignements sur chaque administrateur. Les administrateurs sont élus tous les ans et, à moins d'être réélus, leur mandat expire à la fin de l'assemblée annuelle des actionnaires suivante.

Nom, province/État et pays de résidence	Fonctions au sein de la Société	Administrateur depuis	Poste principal	Postes occupés antérieurement (cinq dernières années)
Stephen Gunn Ontario, Canada	Président indépendant du conseil d'administration	2009	Administrateur de sociétés	Administrateur indépendant principal Dollarama inc. (d'oct. 2009 à juin 2018)
Joshua Bekenstein Massachusetts, États-Unis	Administrateur indépendant	2004	Co-président du conseil Bain Capital Partners, LP	—
Gregory David Ontario, Canada	Administrateur	2004	Chef de la direction GRI Capital Inc.	—
Elisa Garcia Floride, États-Unis	Administratrice indépendante	2015	Chef du contentieux Macy's, Inc.	—
Kristin Mugford Massachusetts, États-Unis	Administratrice indépendante	2018	Conférencière principale en administration des affaires Harvard Business School	—
Nicholas Nomicos Massachusetts, États-Unis	Administrateur indépendant	2004	Conseiller principal Nonantum Capital Partners, LLC	Directeur général Nonantum Capital Partners, LLC (d'avril 2018 à déc. 2021)
Neil Rossy Québec, Canada	Administrateur Président et chef de la direction	2004	Président et chef de la direction Dollarama inc.	—
Samira Sakhia Québec, Canada	Administratrice indépendante	2021	Présidente et chef de la direction Thérapeutique Knight Inc.	Présidente et chef de l'exploitation Thérapeutique Knight Inc. (de 2016 à 2021)
Huw Thomas, FCPA, FCA Ontario, Canada	Administrateur indépendant	2011	Administrateur de sociétés	Chef de la direction Fonds de placement immobilier SmartCentres (auparavant Smart Real Estate Investment Trust) (de juill. 2013 à juin 2018)

Composition des comités du conseil d'administration

Le tableau suivant présente, à la date des présentes, la composition des comités du conseil d'administration.

Comité des ressources humaines et de la rémunération	Comité d'audit	Comité de nomination et de gouvernance
Joshua Bekenstein	Kristin Mugford	Elisa Garcia
Elisa Garcia	Nicholas Nomicos	Stephen Gunn (président)
Stephen Gunn	Samira Sakhia	Huw Thomas, FCPA, FCA
Kristin Mugford (présidente)	Huw Thomas, FCPA, FCA (président)	

11.2 Hauts dirigeants

Le tableau suivant présente, à la date des présentes, des renseignements sur chaque haut dirigeant.

Nom, province/État et pays de résidence	Fonctions au sein de la Société	Haut dirigeant depuis	Postes occupés antérieurement (cinq dernières années)
Neil Rossy Québec, Canada	Président et chef de la direction	2016	—
Jean-Philippe Towner Québec, Canada	Chef de la direction financière	2021	Vice-président directeur et chef de la direction financière Pomerleau inc. (de 2016 à févr. 2021)
Johanne Choinière Ontario, Canada	Chef de l'exploitation	2014	—
Nicolas Hien Québec, Canada	Chef de la direction informatique ⁽¹⁾	2021	Premier vice-président, Gestion de projets et systèmes Dollarama inc. (de 2017 à févr. 2021) Vice-président, Gestion de projets et systèmes Dollarama inc. (de 2016 à sept. 2017)
Geoffrey Robillard Québec, Canada	Premier vice-président, Division des importations	2004	—
Mark Di Pesa Québec, Canada	Premier vice-président, Ressources humaines	2021	Premier vice-président, Ressources humaines Saputo inc. (d'avril 2019 à mai 2021) Vice-président, Ressources humaines Saputo inc. (de 2013 à avril 2019)
Josée Kouri Québec, Canada	Première vice-présidente, Affaires juridiques et secrétaire corporatif	2020	Vice-présidente, Affaires juridiques et secrétaire Dollarama inc. (de 2015 à juin 2020)
John Assaly Québec, Canada	Vice-président, Approvisionnement mondial	2013	—

⁽¹⁾ Depuis le 14 août 2019, Nicolas Hien est aussi vice-président directeur de Dollarcity.

En tant que groupe, les administrateurs et les hauts dirigeants de la Société avaient la propriété véritable ou le contrôle, directement ou indirectement, de 12 185 082 actions ordinaires, soit environ 4,16 % des actions ordinaires en circulation avant dilution au 31 mars 2022.

11.3 Interdiction d'opérations, faillites, amendes ou sanctions

À la connaissance de la Société, aucun administrateur ou haut dirigeant :

- a) n'est, à la date de la notice annuelle, ou n'a été, au cours des dix années précédentes, administrateur, chef de la direction ou chef de la direction financière d'une société (y compris de la Société) qui :
 - (i) a fait l'objet d'une ordonnance prononcée pendant que l'administrateur ou le haut dirigeant exerçait les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef de la direction financière;
 - (ii) a fait l'objet d'une ordonnance prononcée après que l'administrateur ou le haut dirigeant a cessé d'exercer les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef de la direction financière et découlant d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions.

Pour l'application des paragraphes qui précèdent, une « ordonnance » s'entend de l'une des ordonnances suivantes qui a été en vigueur plus de 30 jours consécutifs : (i) toute ordonnance d'interdiction d'opérations; (ii) toute ordonnance assimilable à une interdiction d'opérations; (iii) toute ordonnance qui a refusé à la société pertinente le droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières.

À la connaissance de la Société, à l'exception de :

- a) Stephen Gunn, administrateur de la Société, qui était auparavant administrateur de Golf Town Canada Inc., laquelle a obtenu la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* avec certains membres canadiens de son groupe, en vertu d'une ordonnance initiale prononcée par la Cour supérieure de justice de l'Ontario le 14 septembre 2016; et
- b) Joshua Bekenstein, administrateur de la Société, qui, de 2005 à 2019, a été administrateur de Toys "R" Us, Inc., laquelle a fait faillite en septembre 2017 et qui, de 2010 à 2017, a été administrateur de The Gymboree Corporation, laquelle a fait faillite en juin 2017;

aucun administrateur, haut dirigeant ou actionnaire détenant un nombre suffisant d'actions ordinaires pour influencer de façon importante sur le contrôle de la Société :

- (i) n'est, à la date de la notice annuelle, ou n'a été, au cours des dix années précédentes, administrateur ou haut dirigeant d'une société (y compris la Société) qui, pendant qu'il exerçait ces fonctions ou dans l'année suivant la cessation de ces fonctions, a fait faillite, a fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, a été poursuivie par ses créanciers, a conclu un concordat ou un compromis avec eux, a intenté des poursuites contre eux, a pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou bien a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir ses biens;
- (ii) n'a, au cours des dix années précédant la date de la notice annuelle, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou n'a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir ses biens.

À la connaissance de la Société, aucun administrateur, haut dirigeant ou actionnaire détenant un nombre suffisant d'actions ordinaires pour influencer de façon importante sur le contrôle de la Société ne s'est vu infliger :

- a) des amendes ou des sanctions par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières, ni n'a conclu de règlement à l'amiable avec celle-ci;
- b) toute autre amende ou sanction par un tribunal ou un organisme de réglementation qui serait vraisemblablement considérée comme importante par un investisseur raisonnable ayant à prendre une décision d'investissement.

11.4 Conflits d'intérêts

À la connaissance de la direction et sauf pour ce qui est des baux immobiliers conclus avec des entités contrôlées par la famille Rossy, il n'existe aucun conflit d'intérêts important actuel ou éventuel entre la Société et ses administrateurs, dirigeants ou autres membres de la direction en raison de leurs intérêts commerciaux externes, sous réserve du fait que certains administrateurs et dirigeants occupent ces fonctions dans d'autres sociétés, ce qui pourrait donner naissance à un conflit entre leurs devoirs envers la Société et leurs devoirs envers ces autres sociétés. Voir « Administrateurs et dirigeants » et « Membres de la direction et autres personnes intéressés dans des opérations importantes ».

11.5 Indemnisation et assurance

La Société a souscrit une assurance des administrateurs et dirigeants de 120,0 millions de dollars, incluant une assurance « différence dans les conditions » (DIC) supplémentaire de 25,0 millions de dollars. La Société a également conclu des conventions d'indemnisation avec chacun de ses administrateurs. Les conventions d'indemnisation obligeront généralement la Société à indemniser les administrateurs, dans toute la mesure permise par la loi, contre les responsabilités qui découlent des services qu'ils rendent en qualité, à condition d'avoir agi honnêtement, de bonne foi et d'une manière qu'ils étaient raisonnablement fondés à considérer comme non contraire aux intérêts de la Société, et en ce qui concerne les poursuites criminelles et administratives ou les poursuites sanctionnées par le paiement d'amendes, à condition qu'ils n'aient pas eu de motifs raisonnables de croire que leur conduite était illégale. Les conventions d'indemnisation prévoient également que la Société peut avancer les frais de défense de ses administrateurs et dirigeants.

12 RENSEIGNEMENTS SUR LE COMITÉ D'AUDIT

12.1 Règles du comité d'audit

Le conseil d'administration a adopté des règles écrites (les « règles du comité d'audit ») selon lesquelles le comité d'audit assume, entre autres, les responsabilités suivantes : (i) examiner les états financiers de la Société et les documents d'information publics renfermant de l'information financière, et présenter des rapports sur cet examen au conseil d'administration; (ii) veiller à ce que les procédures adéquates soient en place pour l'examen des documents d'information publique de la Société contenant de l'information financière; (iii) superviser le travail et s'assurer de l'indépendance de l'auditeur externe; (iv) examiner, évaluer et approuver les procédures de contrôle interne mises en œuvre et maintenues par la direction.

Dans le cadre de son mandat, le comité d'audit s'est vu attribuer la responsabilité principale de surveiller les risques et de présenter des rapports périodiques au conseil d'administration à cet égard. Plus précisément, le comité d'audit doit s'assurer que les risques auxquels la Société fait face, notamment les risques liés aux questions ESG et en particulier les risques liés aux opérations et à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, sont repérés, évalués, surveillés, gérés et atténués adéquatement, approuver les stratégies et les occasions ESG menées par la direction, examiner la communication de l'information ESG de la Société, y compris le rapport ESG, et faire rapport au conseil d'administration sur les priorités, les défis et les progrès.

Les règles du comité d'audit ont été modifiées le 11 avril 2019 afin de tenir compte expressément de la délégation, par le conseil d'administration, de la responsabilité de surveiller les risques liés aux questions ESG au comité d'audit, le 29 avril 2020 afin de tenir compte de la responsabilité du comité de superviser les risques liés aux technologies de l'information et à la cybersécurité et le 20 avril 2021 afin de clarifier davantage l'étendue des responsabilités du comité d'audit en matière de gérance et de gouvernance des risques et des occasions ESG. Une copie des règles modifiées du comité d'audit est jointe à la notice annuelle en annexe A et peut être consultée sur le site Web de la Société au www.dollarama.com.

12.2 Composition du comité d'audit

À la date des présentes, le comité d'audit est composé de quatre membres, soit Huw Thomas (président), Kristin Mugford, Nicholas Nomicos et Samira Sakhia. Chaque membre du comité d'audit est indépendant et possède des compétences financières, au sens du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (le « Règlement 52-110 »).

12.3 Formation et expérience pertinentes des membres du comité d'audit

Tous les membres du comité d'audit : (i) comprennent les principes comptables employés par la Société dans la préparation de ses états financiers; (ii) ont la capacité d'évaluer l'application générale de ces principes comptables à la comptabilisation des estimations, des charges de régularisation et des réserves; (iii) ont de l'expérience dans la préparation, l'audit, l'analyse ou l'évaluation d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société (ou ils ont déjà supervisé activement des personnes qui s'acquittent de pareilles tâches); (iv) comprennent les contrôles et les procédures internes nécessaires à la production de l'information financière.

En plus de son expérience générale dans le domaine des affaires, chaque membre du comité d'audit possède la formation et l'expérience qui suivent relativement à l'exercice de ses fonctions à ce titre :

Kristin Mugford

Conférencière principale

Harvard Business School

Administratrice depuis 2018
Indépendante

Kristin Mugford est conférencière principale en administration des affaires au département de finance de la Harvard Business School. Avant de travailler dans le milieu universitaire, elle a passé près de 20 ans chez Bain Capital Partners, LP, s'étant jointe à leur branche d'investissement privé en 1994. Elle y a acquis une connaissance approfondie du secteur des biens de consommation et du secteur des médias et est devenue la première femme à occuper le poste de directrice générale. En 1998, elle a contribué au lancement de Bain Capital Credit, LP (auparavant appelée Sankaty Advisors, LP), membre du groupe de crédit de Bain Capital Partners, LP, où elle était un des membres principaux du comité de gestion et d'investissement. Elle est diplômée de la Harvard Business School en tant que Baker Scholar et est titulaire d'un baccalauréat ès arts spécialisé en économie du Harvard College.

Nicholas Nomicos

Conseiller principal

Nonantum Capital Partners, LLC

Administrateur depuis 2004
Indépendant

Nicholas Nomicos est conseiller principal de Nonantum Capital Partners, LLC, société d'investissement privé du marché intermédiaire, qu'il a fondée avec d'autres dirigeants en 2018. Il y a occupé le poste de directeur général d'avril 2018 à décembre 2021. M. Nomicos est également administrateur de BRP inc. et membre de son comité d'audit. De plus, il siège au conseil de deux sociétés fermées, soit Christianbook, LLC et Luxury Brand Holdings, faisant affaire sous le nom de Ross-Simons, un détaillant privé multicanaux basé aux États-Unis. Jusqu'en décembre 2016, M. Nomicos était directeur général de Bain Capital Credit, LP (auparavant appelée Sankaty Advisors, LP), membre du groupe de crédit de Bain Capital Partners, LP. Avant 2011, il était associé chez Bain Capital Partners, LP où il travaillait depuis 1999 dans divers investissements dans les secteurs de la fabrication et des biens de consommation. M. Nomicos est titulaire d'un baccalauréat en génie de l'Université Princeton et d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) de la Harvard Business School.

Samira Sakhia

Présidente et chef de la direction

Thérapeutique Knight Inc.

Administratrice depuis 2021
Indépendante

Samira Sakhia est présidente et chef de la direction, ainsi que membre du conseil d'administration, de Thérapeutique Knight Inc. (« Knight »), société pharmaceutique spécialisée et chef de file au Canada, qu'elle a rejointe en août 2016 en tant que présidente. Elle a également occupé le poste de chef des finances de Paladin Labs Inc., société pharmaceutique spécialisée, de 2001 à 2015. M^{me} Sakhia siège au conseil de la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux de Montréal et au comité consultatif international de la Faculté de gestion Desautels de l'Université McGill, et est membre du Conseil des gouverneurs de l'Université McGill et administratrice indépendante du Centre universitaire de santé McGill. M^{me} Sakhia est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires, d'un baccalauréat en commerce et d'un diplôme d'études supérieures en comptabilité de l'Université McGill.

Huw Thomas

Administrateur de sociétés

Administrateur depuis 2011
Indépendant

Huw Thomas, FCPA, FCA (président), a été chef de la direction du Fonds de placement immobilier SmartCentres (le « FPI SmartCentres », auparavant Smart Real Estate Investment Trust) de 2013 à juin 2018, et a aussi été président du FPI SmartCentres de 2013 à août 2016. Il est resté fiduciaire de FPI SmartCentres jusqu'en mai 2019. Auparavant, de 1996 à 2010, M. Thomas a occupé des postes supérieurs dans le domaine des finances auprès de La Société Canadian Tire Limitée, notamment le poste de chef des finances pendant neuf ans. M. Thomas est également fiduciaire de Chartwell Retirement Residences, membre de son comité d'audit et président de son comité de rémunération, de mise en candidature et de gouvernance. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences économiques de l'Université de Londres (R.-U.) et est comptable professionnel agréé au Royaume-Uni et au Canada. Il a obtenu le titre de Fellow du Chartered Professional Accountants of Ontario (FCPA) en 2013.

12.4 Politiques et procédures d'approbation préalable

Conformément aux règles du comité d'audit, celui-ci doit approuver préalablement tous les services non liés à l'audit devant être rendus à la Société par son auditeur externe.

12.5 Honoraires pour les services de l'auditeur externe

Pour les exercices 2022 et 2021, les honoraires suivants ont été facturés à la Société par son auditeur externe, PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. :

Honoraires	Exercice 2022	Exercice 2021
Honoraires d'audit ⁽¹⁾	910 095 \$	805 620 \$
Honoraires pour services liés à l'audit ⁽²⁾	88 250 \$	85 680 \$
Honoraires pour services fiscaux ⁽³⁾	12 162 \$	Néant
Autres honoraires ⁽⁴⁾	48 300 \$	45 000 \$
Total des honoraires	1 058 807 \$	936 300 \$

(1) Les « honoraires d'audit » comprennent les honoraires nécessaires à l'audit annuel des états financiers consolidés. Cette catégorie comprend aussi des honoraires d'audit liés à de nouvelles normes comptables et aux procédures requises dans le cadre du placement de billets non garantis de premier rang.

(2) Les « honoraires pour services liés à l'audit » comprennent les honoraires pour les services d'assurance et les services connexes qui se rapportent raisonnablement à l'audit ou à l'examen des états financiers et ne sont pas compris dans les honoraires d'audit. Cette catégorie comprend des honoraires liés à des procédures précises en matière de contrôles internes.

(3) Les « honoraires pour services fiscaux » comprennent les honoraires pour tous les services fiscaux autres que ceux figurant sous « honoraires d'audit » et « honoraires pour services liés à l'audit ». Cette catégorie comprend les honoraires en matière de conseils fiscaux, de planification fiscale et d'aide dans le cadre des audits fédéral et provinciaux effectués dans le cours normal des activités.

(4) Les « autres honoraires » comprennent les honoraires pour les produits et les services fournis par l'auditeur externe autres que ceux mentionnés ci-dessus. Cette catégorie comprend des honoraires pour services de traduction.

13 POURSUITES ET APPLICATION DE LA LOI

La Société est à l'occasion partie à des poursuites et à des recours réglementaires d'une nature considérée normale dans le cadre de ses activités. La direction est d'avis qu'aucun des recours qui visent la Société actuellement, ou qui l'ont visée depuis le début du dernier exercice clos, pris individuellement ou ensemble, n'est important pour sa situation financière consolidée ou ses résultats d'exploitation.

14 MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

À l'heure actuelle, la Société loue 19 magasins, cinq entrepôts et son siège social auprès d'entités contrôlées par la famille Rossy en vertu de baux à long terme. Voir « Activités de la Société – Entreposage et distribution ».

Au 30 janvier 2022, le solde des obligations locatives dû à des entités contrôlées par la famille Rossy totalisait 34,7 millions de dollars. Les frais de location facturés par des entités contrôlées par la famille Rossy et non pris en compte dans les obligations locatives ont totalisé 6,3 millions de dollars pour l'exercice 2022.

Le conseil d'administration examine et approuve les opérations que la Société conclut avec une personne liée, par exemple les administrateurs, les dirigeants et les porteurs d'au moins 10 % des titres à droit de vote, ainsi que les membres de leur groupe et les personnes avec qui ils ont des liens, les membres de la famille immédiate de ces personnes et les autres personnes qui, selon le conseil d'administration, peuvent être considérées comme des parties liées. Avant que le conseil d'administration étudie une opération avec une partie liée, les faits importants relatifs à la relation avec la partie liée ou à son intérêt dans l'opération sont communiqués au comité d'audit, qui fait une recommandation au conseil d'administration; celui-ci est considéré avoir approuvé l'opération uniquement si la majorité des administrateurs non intéressés dans l'opération l'ont approuvée. La direction estime avoir conclu chacune des opérations mentionnées aux présentes à des conditions au moins aussi favorables que celles que la Société aurait obtenues de tiers ne faisant pas partie de son groupe.

15 AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres pour les actions ordinaires est Services aux investisseurs Computershare Inc., à ses bureaux de Toronto et de Montréal.

16 CONTRATS IMPORTANTS

Exception faite des contrats conclus dans le cours normal des activités et des actes de fiducie conclus avec Société de fiducie Computershare du Canada, agissant à titre de fiduciaire, dans le cadre de chacun des placements de billets non garantis de premier rang (dont des copies sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com), la Société n'a pas conclu de contrat important au cours de l'exercice 2022 ou avant l'exercice 2022 et qui serait toujours en vigueur. Un résumé des principales modalités des actes de fiducie figure à la rubrique « Description des dettes importantes – Billets non garantis de premier rang ».

17 INTÉRÊTS DES EXPERTS

L'auditeur indépendant de la Société, PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables professionnels agréés, a établi un rapport de l'auditeur indépendant daté du 30 mars 2022 à l'égard des états financiers consolidés de la Société et des notes y afférentes en date du 30 janvier 2022 et du 31 janvier 2021, ainsi que pour chacun des exercices 2022 et 2021. Le cabinet PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables professionnels agréés, a indiqué qu'il est indépendant de la Société au sens du Code de déontologie des comptables professionnels agréés.

18 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements supplémentaires, notamment sur la rémunération des administrateurs et des dirigeants, les prêts qui leur ont été consentis, le nom des principaux porteurs de titres de la Société et les titres autorisés aux fins d'émission dans le cadre de régimes de rémunération sous forme de titres de participation, figurent dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de la Société, établie pour l'assemblée annuelle des actionnaires qui doit être tenue le 8 juin 2022, disponible sous peu sur SEDAR au www.sedar.com et sur le site Web de la Société au www.dollarama.com. Des renseignements sur les pratiques de gouvernance se trouvent aussi dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction. Des renseignements financiers supplémentaires sont fournis dans les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion de la Société qui ont été établis pour l'exercice 2022, également disponibles sur SEDAR au www.sedar.com et sur le site Web de la Société au www.dollarama.com.

Les renseignements présentés sur le site web de la Société ne font pas partie de la présente notice annuelle et n'y sont pas intégrés par renvoi.

ANNEXE A

RÈGLES DU COMITÉ D'AUDIT DOLLARAMA INC.

(les « règles »)

1. OBJET

Le comité d'audit (le « **comité** ») est un comité du conseil d'administration (le « **conseil** ») de Dollarama inc. Les membres du comité et son président (le « **président** ») sont nommés par le conseil tous les ans (ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient dûment nommés) afin de faire ce qui suit :

- (1) examiner et approuver les documents d'information financière;
- (2) surveiller les contrôles financiers de la Société;
- (3) veiller à ce que la Société respecte les engagements financiers et les exigences des lois et des règlements régissant les questions de communication de l'information financière;
- (4) surveiller la responsabilité de la direction (la « **direction** ») relativement à l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne et à la présentation de rapports à l'égard de celui-ci;
- (5) surveiller l'indépendance, les compétences, la nomination et le rendement de l'auditeur externe de la Société;
- (6) surveiller la gestion des risques financiers de la Société;
- (7) surveiller la gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») auxquels la Société fait face, approuver les stratégies et les opportunités ESG proposées par la direction et examiner la communication ESG de la Société.

2. COMPOSITION

Le comité devrait être composé d'au moins trois (3) administrateurs, selon ce qui est déterminé par le conseil.

- (1) Le comité doit être constitué comme le prévoit le *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*, dans sa version éventuellement modifiée ou remplacée (le « Règlement 52-110 »).
- (2) Tous les membres du comité doivent (sauf dans la mesure permise par le Règlement 52-110) être indépendants (au sens du Règlement 52-110) et ne doivent pas avoir de relations dont le conseil pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elles nuisent à l'indépendance du jugement d'un membre du comité.
- (3) Aucun membre du comité ne doit recevoir, à l'exception de la rémunération reçue à titre de membre du conseil ou de membre du comité ou des autres comités du conseil, d'honoraires de consultation, de conseil ou d'autres honoraires de la Société ou de l'une de ses parties liées ou de ses filiales.
- (4) Tous les membres du comité doivent (sauf dans la mesure permise par le Règlement 52-110) posséder des compétences financières (une personne possède des compétences financières si elle a la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présente des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société).

- (5) Tout membre du comité peut être destitué ou remplacé à tout moment par le conseil, et tout membre cesse d'être membre du comité lorsqu'il cesse d'être administrateur. Le conseil peut pourvoir à un poste au comité d'audit en choisissant un de ses membres. S'il survient une vacance au sein du comité, les autres membres peuvent exercer tous les pouvoirs du comité pour autant qu'il y ait quorum.

3. EXIGENCES RELATIVES AUX RÉUNIONS

- (1) Les membres du comité devraient se réunir au moins quatre (4) fois par année ou plus fréquemment si les circonstances l'exigent. Les membres du comité devraient se réunir dans les 45 jours suivant la fin des trois premiers trimestres de la Société et sont tenus de se réunir dans les 90 jours suivant la fin de l'exercice.
- (2) La majorité des membres du comité ou tout nombre plus important de membres que le comité peut fixer par voie de résolution constitue le quorum aux fins des délibérations à une réunion du comité. Toutes les décisions et recommandations du comité sont prises par un vote majoritaire des membres présents à la réunion.
- (3) Les réunions du comité doivent être tenues au moment et à l'endroit que l'un ou l'autre des membres du comité fixe au moyen d'un avis de convocation de 48 heures à chacun des autres membres du comité. Les membres du comité peuvent renoncer à l'obligation de remise d'un avis de convocation. Le président du conseil, le chef de la direction, le chef de la direction financière, le secrétaire ainsi que l'auditeur externe, peuvent demander que le président convoque une réunion.
- (4) Le comité peut se réunir par conférence téléphonique ou par tout autre moyen autorisé par la loi ou les règlements de la Société.
- (5) Le président doit approuver l'ordre du jour des réunions et s'assurer que les documents de référence sont correctement préparés et distribués aux membres suffisamment à l'avance pour qu'ils puissent les étudier avant la réunion.
- (6) Les procès-verbaux des réunions du comité doivent rapporter correctement toutes les discussions importantes du comité et les décisions prises par lui, notamment les recommandations devant être faites au conseil par le comité, et doivent être soumis aux membres du comité pour approbation.
- (7) Le comité peut demander aux dirigeants et aux employés de la Société (y compris les membres du même groupe que celle-ci et ses filiales) ou à d'autres personnes (y compris l'auditeur externe) d'assister aux réunions et de fournir les renseignements demandés par le comité. Ceux-ci ont plein accès aux renseignements de la Société (y compris ceux des membres de son groupe, de ses filiales et de leurs divisions respectives) et auront le droit de discuter de ces renseignements et d'autres questions touchant les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société avec la direction, les employés, l'auditeur externe et d'autres personnes s'ils le jugent approprié.
- (8) Le comité ou son président doit rencontrer au moins une fois par année la direction et l'auditeur externe dans le cadre de réunions distinctes pour discuter des questions dont le comité ou chacun de ces groupes souhaite discuter en privé. En outre, les membres du comité ou son président devraient rencontrer la direction de la Société tous les trimestres relativement aux états financiers intermédiaires de la Société.
- (9) Le comité, par l'intermédiaire de son président, fait rapport au conseil de toutes ses délibérations à la prochaine réunion du conseil et lorsque le conseil le demande, ou lorsque le comité le juge souhaitable, à son gré.

4. RESPONSABILITÉS ET FONCTIONS

Pour aider le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance (et sans que soit limitée la portée générale du rôle du comité), le comité exerce les fonctions suivantes :

A. Information financière

- (1) Examiner et approuver les états financiers intermédiaires de la Société, y compris les attestations, rapports, avis ou examens fournis par l'auditeur externe et les rapports de gestion et communiqués de presse y afférents, et les recommander au conseil d'administration pour approbation.
- (2) Examiner et approuver les états financiers annuels de la Société, y compris les attestations, rapports, avis ou examens fournis par l'auditeur externe, la notice annuelle et les rapports de gestion et communiqués de presse y afférents, et les recommander au conseil d'administration pour approbation.
- (3) Examiner les autres communiqués de presse qui contiennent des informations financières et d'autres renseignements financiers de la Société fournis au public ou à un organisme gouvernemental, à la demande du comité, et approuver ces communiqués de presse.
- (4) S'assurer que la direction ait mis en place des procédures adéquates pour l'examen de l'information financière de la Société extraite ou tirée des états financiers de la Société et du rapport de gestion y afférant que la Société doit communiquer au public.
- (5) Examiner les litiges, les réclamations ou les autres éventualités, de même que les initiatives réglementaires ou comptables pouvant avoir une incidence considérable sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société ainsi que la pertinence de la divulgation connexe dans les documents examinés par le comité d'audit.
- (6) Recevoir des rapports périodiques de la direction évaluant le bien-fondé et l'efficacité des contrôles et des procédures de divulgation de l'information et des systèmes de contrôle interne de la Société.

B. Contrôle interne

- (1) Évaluer la procédure de la direction permettant de repérer et de gérer les risques importants liés aux activités de la Société.
- (2) Examiner l'efficacité des systèmes de contrôle interne en vue de surveiller le respect des lois et des règlements.
- (3) Être investi du pouvoir de communiquer directement avec l'auditeur interne.
- (4) Recevoir des rapports périodiques de la direction évaluant le bien-fondé et l'efficacité des systèmes de contrôle interne de la Société.
- (5) Évaluer l'efficacité globale des contrôles internes et de la méthode de gestion des risques en discutant avec la direction et l'auditeur externe, et voir si les recommandations faites par l'auditeur externe ont été suivies par la direction.

C. Lien avec l'auditeur externe

- (1) Recommander au conseil le choix de l'auditeur externe ainsi que les honoraires et les autres frais devant être versés à ce dernier.
- (2) Être investi du pouvoir de communiquer directement avec l'auditeur externe et voir à ce que l'auditeur externe soit à la disposition du comité et du conseil, au besoin.

- (3) Informer l'auditeur externe qu'il relève du comité et non de la direction.
- (4) Surveiller le lien entre la direction et l'auditeur externe, examiner notamment les lettres de la direction ou d'autres rapports de l'auditeur externe, et discuter de toute divergence d'opinions importante entre eux et régler les différends qu'ils ont.
- (5) Si cela est jugé approprié, établir des systèmes distincts de présentation de l'information financière au comité par la direction et par l'auditeur externe.
- (6) Examiner tous les ans, avec l'auditeur externe, toutes les relations importantes qu'il entretient avec la Société, la direction ou les employés qui pourraient nuire à l'indépendance de l'auditeur externe.
- (7) Approuver au préalable tous les services non liés à l'audit (ou déléguer cette approbation préalable s'il l'estime préférable ou si les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables le permettent) que doit rendre l'auditeur externe.
- (8) Examiner le rendement de l'auditeur externe et recommander la destitution de celui-ci lorsque le comité l'estime justifié dans les circonstances.
- (9) Consulter périodiquement l'auditeur externe, sans la présence de la direction, au sujet : a) des risques ou des expositions auxquels fait face la Société; b) des contrôles internes et autres mesures que la direction a pris pour contrôler ces risques; c) de l'exhaustivité et de l'exactitude des états financiers de la Société, y compris le bien-fondé des contrôles internes pour relever les paiements, les opérations ou les procédures qui pourraient être jugés illégaux ou irréguliers.
- (10) Examiner et approuver les candidatures d'associés ou d'employés actuels ou anciens de l'auditeur externe actuel (ou d'un ancien auditeur externe) de la Société.

D. Processus d'audit

- (1) Examiner l'étendue, les plans et les conclusions de l'audit et des examens effectués par l'auditeur externe, y compris la lettre de mission de l'auditeur, la lettre de recommandation adressée par celui-ci à la direction à la suite de l'audit, le cas échéant, et le libellé du rapport de l'auditeur. Le comité peut autoriser l'auditeur externe à effectuer les examens, l'audit ou les autres travaux supplémentaires que le comité juge souhaitables.
- (2) Après la réalisation de l'audit annuel et des examens trimestriels, examiner séparément avec la direction, d'une part, et l'auditeur externe, d'autre part, les modifications importantes qui ont été apportées aux procédures à suivre, les difficultés survenues au cours de l'audit et, selon le cas, des examens, y compris les restrictions imposées à l'étendue des travaux ou à l'accès aux renseignements demandés et la collaboration qui a été fournie à l'auditeur externe au cours de l'audit et, selon le cas, des examens.
- (3) Examiner tout désaccord important survenu entre la direction et l'auditeur externe dans le cadre de l'établissement des états financiers.
- (4) Si un différend important entre la direction et l'auditeur externe n'ayant pas d'incidence sur les états financiers audités demeure en suspens, le comité doit s'assurer qu'un plan d'action a été convenu pour résoudre le différend.
- (5) Examiner avec l'auditeur externe et la direction les constatations importantes qui ont été faites et la mesure dans laquelle les modifications ou les améliorations à apporter aux pratiques financières ou comptables qui ont été approuvées par le comité ont été mises en œuvre.
- (6) Examiner le système en place pour s'assurer que les états financiers, le rapport de gestion et les autres informations financières soumis aux autorités de réglementation, ainsi qu'au public, respectent les exigences applicables.

E. Méthodes de présentation de l'information financière

- (1) Examiner l'intégrité des méthodes de présentation de l'information financière de la Société, à l'interne et à l'externe, en collaboration avec l'auditeur externe.
- (2) Examiner périodiquement la nécessité d'une fonction d'audit interne, s'il n'en existe pas.
- (3) Examiner les questions importantes concernant les états de la situation financière, les obligations éventuelles importantes et les opérations importantes entre personnes liées.
- (4) Examiner avec la direction et l'auditeur externe les conventions comptables de la Société et toute modification qu'il est proposé d'y apporter, notamment les conventions et méthodes comptables critiques utilisées, les autres méthodes de traitement de l'information financière qui ont fait l'objet de discussions avec la direction, les conséquences de l'utilisation de ces autres méthodes et le traitement privilégié par l'auditeur externe, ainsi que toutes les autres communications importantes avec la direction qui s'y rattachent. Examiner la communication et l'incidence des éventualités et le caractère raisonnable des provisions, des réserves et des estimations qui pourraient avoir une incidence importante sur la présentation de l'information financière.

F. Généralités

- (1) Recevoir des rapports trimestriels de la direction concernant les principaux risques auxquels la Société fait face, y compris les risques liés aux questions ESG, en mettant l'accent sur les risques liés aux opérations et la chaîne d'approvisionnement, et évaluer le caractère adéquat et l'efficacité des mesures prises par la direction pour surveiller, gérer et atténuer ces risques.
- (2) Recevoir des rapports trimestriels de la direction concernant les occasions liées aux questions ESG et autres questions, et en évaluer le caractère approprié, tant au niveau de la pertinence pour la Société qu'au niveau du moment opportun pour la direction de les réaliser.
- (3) Examiner la communication de l'information ESG de la Société, y compris son rapport ESG, et faire des recommandations au conseil à cet égard.
- (4) Superviser la gestion des risques importants et émergents liés aux technologies de l'information (TI), y compris la cybersécurité, et recevoir périodiquement des rapports de la direction sur les principaux projets informatiques et la mise en œuvre et l'efficacité des programmes de gestion des risques connexes. Ces rapports devraient inclure toute information pertinente pour permettre au comité de se prononcer sur les tendances et l'exposition significative aux risques liés aux TI.
- (5) Examiner et approuver toutes les opérations entre parties liées, y compris tout renouvellement de celles-ci, et les recommander au conseil d'administration pour approbation.
- (6) Informer le conseil des questions qui pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière ou les affaires de l'entreprise.
- (7) Donner suite aux demandes soumises par le conseil à l'égard des fonctions et activités que ce dernier demande au comité d'exécuter.
- (8) Passer régulièrement en revue la pertinence du mandat du comité avec le comité de nomination et de gouvernance et en discuter avec lui.
- (9) Examiner périodiquement les présentes règles et, s'il le juge approprié, recommander au conseil des modifications à celles-ci.
- (10) Examiner l'information concernant le comité d'audit qui doit être publiée conformément au Règlement 52-110.

- (11) Examiner tous les ans, avec l'auditeur externe, toutes les relations importantes qu'il entretient avec la Société en vue d'évaluer son indépendance, et en discuter avec lui.
- (12) Retenir, à son gré, les services de conseillers juridiques indépendants, de comptables et d'autres experts pour l'aider à s'acquitter de ses fonctions, et fixer et payer (aux frais de la Société) les honoraires de ces conseillers.
- (13) Examiner à l'avance et approuver l'embauche et la nomination des dirigeants financiers de la Société.
- (14) Exercer toute autre fonction que le comité ou le conseil juge nécessaire ou appropriée.

5. PROCÉDURES EN MATIÈRE DE PLAINTES

- (1) Tout le monde peut soumettre une plainte portant sur la conduite de la Société ou de ses employés ou mandataires (y compris son auditeur externe) que l'on estime raisonnablement avoir trait à des questions douteuses, notamment de comptabilité, de contrôle interne de la comptabilité ou d'audit. Le président du comité supervisera le traitement de ces plaintes.
- (2) Les plaintes doivent être adressées au président du comité.
- (3) Le comité fera son possible pour préserver la confidentialité de l'identité du plaignant.
- (4) Le président du comité dirigera l'examen et l'enquête suivant la réception d'une plainte. Le comité tiendra un registre de toutes les plaintes reçues. Il prendra des mesures correctives s'il y a lieu.

6. RESTRICTIONS APPLICABLES AUX FONCTIONS DU COMITÉ

- (1) Dans le cadre de l'exécution des fonctions du comité aux termes des présentes règles, chaque membre du comité est tenu d'exercer uniquement le degré de soin, de diligence et de compétence qu'une personne raisonnablement prudente exercerait dans des circonstances comparables. Aucune disposition des présentes règles ne vise à imposer à un membre du comité une norme de soin ou de diligence qui est plus rigoureuse ou importante que celle à laquelle les administrateurs sont assujettis, et aucune disposition ne peut être interprétée comme telle.
- (2) Les membres du comité ont le droit de se fier, sauf connaissance expresse du contraire : (i) à l'intégrité des personnes et des organisations de qui ils reçoivent de l'information; (ii) à l'exactitude et à l'exhaustivité des renseignements fournis; (iii) aux déclarations faites par la direction de la Société quant aux services non liés à l'audit rendus à la Société par l'auditeur externe; (iv) aux états financiers de la Société qui, selon un membre de la direction ou un rapport écrit de l'auditeur externe, présentent fidèlement la situation financière de la Société conformément aux principes comptables généralement reconnus; (v) à tout rapport d'un avocat, d'un comptable, d'un ingénieur, d'un évaluateur ou d'une autre personne dont la profession donne de la crédibilité à une déclaration que cette personne fait.
- (3) Le comité est un comité du conseil et n'est pas et ne doit pas être considéré comme un mandataire des porteurs de titres de la Société à quelque fin que ce soit. Le conseil peut, de temps à autre, autoriser des dérogations aux modalités des présentes, de façon prospective ou rétrospective, et aucune disposition des présentes n'est censée engager la responsabilité civile envers les porteurs de titres de la Société, ni aucune autre responsabilité.

Adoptées le 16 octobre 2009; modifiées le plus récemment le 20 avril 2021